

No. 14668. Multilateral

INTERNATIONAL COVENANT ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS. NEW YORK, 16 DECEMBER 1966 [*United Nations, Treaty Series, vol. 999, I-14668.*]

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 4 (3)

France

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 25 November 2015

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 25 November 2015

N° 14668. Multilatéral

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES. NEW YORK, 16 DÉCEMBRE 1966 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 999, I-14668.*]

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4

France

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 25 novembre 2015

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 25 novembre 2015

[TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS]

« New York, le 23 novembre 2015

TS/sec
N° 2015-1116221

Monsieur le Secrétaire général,

Des attentats terroristes de grande ampleur ont eu lieu en région parisienne le 13 novembre 2015.

Compte tenu des indications des services de renseignement ainsi que du contexte international, la menace terroriste en France revêt un caractère durable.

Le Gouvernement français a décidé, par le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015, de faire application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence.

Les décrets n° 2015-1475, n° 2015-1476 et n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 et n° 2015-1493 et n° 2015-1494 du 18 novembre 2015 ont défini plusieurs mesures pouvant être prises par l'autorité administrative.

La prorogation de l'état d'urgence pour trois mois, à compter du 26 novembre 2015, a été autorisée par la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015. Cette loi modifie par ailleurs certaines des mesures prévues par la loi du 3 avril 1955 afin d'adapter son contenu au contexte actuel.

Le texte des décrets et des lois susmentionnés est joint à la présente lettre.

De telles mesures sont apparues nécessaires pour empêcher la perpétration de nouveaux attentats terroristes.

Certaines d'entre elles, prévues par les décrets du 14 novembre 2015 et 18 novembre 2015 ainsi que par la loi du 20 novembre 2015, sont susceptibles d'impliquer une dérogation aux obligations résultant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment de ses articles 9, 12 et 17. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir considérer que la présente lettre constitue une information au titre de l'article 4 du Pacte.

Je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) François Delattre

**Décrets, arrêtés, circulaires
TEXTES GÉNÉRAUX
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

**Décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015
portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955**

NOR : INTD1527633D

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'intérieur et de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code civil, notamment son article 1^{er} ;

Vu la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 modifiée instituant un état d'urgence;

Vu l'urgence;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. – L'état d'urgence est déclaré, à compter du 14 novembre 2015, à zéro heure, sur le territoire métropolitain et en Corse.

Art. 2. – Il emporte pour sa durée application du 1^o de l'article 11 de la loi du 3 avril 1955 susvisée.

Art. 3. – Le présent décret entrera en vigueur à compter du 14 novembre 2015, à zéro heure.

Art. 4. – Le Premier ministre, la garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera immédiatement en vigueur.

Fait à Paris, le 14 novembre 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

Par le Président de la République:

Le Premier ministre,
MANUEL VALLS

Le ministre de l'intérieur,
BERNARD CAZENEUVE

La garde des sceaux, ministre de la justice,
CHRISTIANE TAUBIRA

**Décrets, arrêtés, circulaires
TEXTES GÉNÉRAUX
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

**Décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015
portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955**

NOR : INTD1527634D

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'intérieur et de la garde des
sceaux, ministre de la justice,
Vu le code civil, notamment son article 1^{er} ;
Vu la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 modifiée instituant un état d'urgence ;
Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-
385 du 3 avril 1955 ;
Vu l'urgence,

Décète :

Art. 1^{er}. – Outre les mesures prévues à l'article 5 de la loi du 3 avril 1955 susvisée,
qui sont applicables à l'ensemble du territoire métropolitain, les mesures mentionnées aux
articles 6, 8, 9 et au 1^o de l'article 11 de la loi peuvent être mises en œuvre sur l'ensemble des
communes d'Ile-de-France.

Art. 2. – Le présent décret entrera en vigueur à compter du 14 novembre 2015, à zéro
heure.

Art. 3. – Le Premier ministre, la garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre
de l'intérieur sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent
décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera immédiatement
en vigueur.

Fait à Paris, le 14 novembre 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

Par le Président de la République:

Le Premier ministre,
MANUEL VALLS

Le ministre de l'intérieur,
BERNARD CAZENEUVE

La garde des sceaux, ministre de la justice,
CHRISTIANE TAUBIRA

Décrets, arrêtés, circulaires
TEXTES GÉNÉRAUX
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955

NOR : INTD1527643D

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'intérieur et de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code civil, notamment son article 1^{er};
Vu la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 modifiée instituant un état d'urgence;
Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955;
Vu le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955;
Vu l'urgence,

Décète:

Art. 1^{er}. – L'article 1^{er} du décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 susvisé est ainsi rédigé:
« Art. 1^{er}. – Outre les mesures prévues aux articles 5, 9 et 10 de la loi du 3 avril 1955 susvisée, sont applicables à l'ensemble du territoire métropolitain et de la Corse les mesures mentionnées aux articles 6, 8 et au 1^o de l'article 11.»

Art. 2. – Le présent décret entrera en vigueur à compter du 15 novembre 2015, à zéro heure.

Art. 3. – Le Premier ministre, la garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera immédiatement en vigueur.

Fait le 14 novembre 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

Par le Président de la République:

Le Premier ministre,
MANUEL VALLS

Le ministre de l'intérieur,
BERNARD CAZENEUVE

La garde des sceaux, ministre de la justice,
CHRISTIANE TAUBIRA

**Décrets, arrêtés, circulaires
TEXTES GÉNÉRAUX
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

**Décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer
de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955**

NOR : INTD1527976D

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre, de la garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de
l'intérieur et de la ministre des outre-mer,

Vu le code civil, notamment son article 1^{er} ;

Vu la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 modifiée instituant un état d'urgence ;

Vu l'urgence ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – L'état d'urgence est déclaré, à compter du 19 novembre 2015, à zéro heure à l'heure
locale, sur le territoire des collectivités de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La
Réunion, de Mayotte, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

Art. 2. – Il emporte pour sa durée application du 1^o de l'article 11 de la loi du 3 avril 1955
susvisée.

Art. 3. – Le présent décret entrera en vigueur à compter du 19 novembre 2015, à zéro heure à
l'heure locale, en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-
Barthélemy et à Saint-Martin.

Art. 4. – Le Premier ministre, la garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de
l'intérieur et la ministre des outre-mer sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application
du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera
immédiatement en vigueur.

Fait le 18 novembre 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

Par le Président de la République:

Le Premier ministre,
MANUEL VALLS

Le ministre de l'intérieur,
BERNARD CAZENEUVE

La garde des sceaux, ministre de la justice,
CHRISTIANE TAUBIRA

La ministre des outre-mer,
GEORGE PAU-LANGEVIN

Décrets, arrêtés, circulaires
TEXTES GÉNÉRAUX
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décret n° 2015-1494 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer
de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955**

NOR : INTD1527977D

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre, de la garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de
l'intérieur et de la ministre des outre-mer,
Vu le code civil, notamment son article 1^{er};
Vu la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 modifiée instituant un état d'urgence;
Vu l'urgence,

Décète:

Art. 1^{er}. – Outre les mesures prévues aux articles 5, 9 et 10 de la loi du 3 avril 1955 susvisée,
les mesures mentionnées aux articles 6, 8 et au 1^o de l'article 11 sont applicables en Guadeloupe, en
Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

Art. 2. – Le présent décret entrera en vigueur à compter du 19 novembre 2015, à zéro heure à
l'heure locale, en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-
Barthélemy et à Saint-Martin.

Art. 3. – Le Premier ministre, la garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de
l'intérieur et la ministre des outre-mer sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application
du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera
immédiatement en vigueur.

Fait le 18 novembre 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

Par le Président de la République:

Le Premier ministre,
MANUEL VALLS

Le ministre de l'intérieur,
BERNARD CAZENEUVE

La garde des sceaux, ministre de la justice,
CHRISTIANE TAUBIRA

La ministre des outre-mer,
GEORGE PAU-LANGEVIN

LOIS

LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ⁽¹⁾

NOR : INTX1527699L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article 1^{er}

L'état d'urgence déclaré par le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 et le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 est prorogé pour une durée de trois mois à compter du 26 novembre 2015.

Article 2

Il emporte, pour sa durée, application de l'article 11 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, dans sa rédaction résultant du 7° de l'article 4 de la présente loi.

Article 3

Il peut y être mis fin par décret en conseil des ministres avant l'expiration de ce délai. En ce cas, il en est rendu compte au Parlement.

Article 4

La loi n° 55-385 du 3 avril 1955 précitée est ainsi modifiée :

1° Après l'article 4, il est inséré un article 4-1 ainsi rédigé :

« Art. 4-1. – L'Assemblée nationale et le Sénat sont informés sans délai des mesures prises par le Gouvernement pendant l'état d'urgence. Ils peuvent requérir toute information complémentaire dans le cadre du contrôle et de l'évaluation de ces mesures. » ;

2° L'article 6 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

(1) *Travaux préparatoires*: loi n° 2015-1501.

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 3225;

Rapport de M. Jean-Jacques Urvoas, au nom de la commission des lois, n° 3237;

Discussion et adoption, après engagement de la procédure accélérée, le 19 novembre 2015 (TA n° 609).

Sénat:

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 176 (2015-2016);

Rapport de M. Philippe Bas, au nom de la commission des lois, n° 177 (2015-2016);

Texte de la commission n° 178 (2015-2016);

Discussion et adoption le 20 novembre 2015 (TA n° 42, 2015-2016).

« Le ministre de l'intérieur peut prononcer l'assignation à résidence, dans le lieu qu'il fixe, de toute personne résidant dans la zone fixée par le décret mentionné à l'article 2 et à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics dans les circonscriptions territoriales mentionnées au même article 2. Le ministre de l'intérieur peut la faire conduire sur le lieu de l'assignation à résidence par les services de police ou les unités de gendarmerie.

« La personne mentionnée au premier alinéa du présent article peut également être astreinte à demeurer dans le lieu d'habitation déterminé par le ministre de l'intérieur, pendant la plage horaire qu'il fixe, dans la limite de douze heures par vingt-quatre heures. » ;

b) A la fin du troisième alinéa, les mots : « visées à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots :

« mentionnées au premier alinéa » ;

c) Sont ajoutés cinq alinéas ainsi rédigés :

« Le ministre de l'intérieur peut prescrire à la personne assignée à résidence :

« 1° L'obligation de se présenter périodiquement aux services de police ou aux unités de gendarmerie, selon une fréquence qu'il détermine dans la limite de trois présentations par jour, en précisant si cette obligation s'applique y compris les dimanches et jours fériés ou chômés ;

« 2° La remise à ces services de son passeport ou de tout document justificatif de son identité. Il lui est délivré en échange un récépissé, valant justification de son identité en application de l'article 1er de la loi no 2012-410 du 27 mars 2012 relative à la protection de l'identité, sur lequel sont mentionnées la date de retenue et les modalités de restitution du document retenu.

« La personne astreinte à résider dans le lieu qui lui est fixé en application du premier alinéa du présent article peut se voir interdire par le ministre de l'intérieur de se trouver en relation, directement ou indirectement, avec certaines personnes, nommément désignées, dont il existe des raisons sérieuses de penser que leur comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics. Cette interdiction est levée dès qu'elle n'est plus nécessaire.

« Lorsque la personne assignée à résidence a été condamnée à une peine privative de liberté pour un crime qualifié d'acte de terrorisme ou pour un délit recevant la même qualification puni de dix ans d'emprisonnement et a fini l'exécution de sa peine depuis moins de huit ans, le ministre de l'intérieur peut également ordonner qu'elle soit placée sous surveillance électronique mobile. Ce placement est prononcé après accord de la personne concernée, recueilli par écrit. La personne concernée est astreinte, pendant toute la durée du placement, au port d'un dispositif technique permettant à tout moment de déterminer à distance sa localisation sur l'ensemble du territoire national. Elle ne peut être astreinte ni à l'obligation de se présenter périodiquement aux services de police et de gendarmerie, ni à l'obligation de demeurer dans le lieu d'habitation mentionné au deuxième alinéa. Le ministre de l'intérieur peut à tout moment mettre fin au placement sous surveillance électronique mobile, notamment en cas de manquement de la personne placée aux prescriptions liées à son assignation à résidence ou à son placement ou en cas de dysfonctionnement technique du dispositif de localisation à distance. » ;

3° Après l'article 6, il est inséré un article 6-1 ainsi rédigé :

« Art. 6-1. – Sans préjudice de l'application de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure, sont dissous par décret en conseil des ministres les associations ou groupements de fait qui participent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ou dont les activités facilitent cette commission ou y incitent.

« Le maintien ou la reconstitution d'une association ou d'un groupement dissous en application du présent article ou l'organisation de ce maintien ou de cette reconstitution sont réprimés dans les conditions prévues aux articles 431-15 et 431-17 à 431-21 du code pénal.

« Par dérogation à l'article 14 de la présente loi, les mesures prises sur le fondement du présent article ne cessent pas de produire leurs effets à la fin de l'état d'urgence.

« Pour la prévention des actions tendant au maintien ou à la reconstitution des associations ou groupements dissous en application du présent article, les services spécialisés de renseignement mentionnés à l'article L. 811-2 du code de la sécurité intérieure et les services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4 du même code peuvent recourir aux techniques de renseignement dans les conditions prévues au livre VIII dudit code. » ;

4° L'article 7 est abrogé ;

5° L'article 9 est ainsi rédigé :

« Art. 9. – Les autorités administratives désignées à l'article 8 peuvent ordonner la remise des armes et des munitions, détenues ou acquises légalement, relevant des catégories A à C, ainsi que celles soumises à enregistrement relevant de la catégorie D, définies à l'article L. 311-2 du code de la sécurité intérieure. Le représentant de l'Etat dans le département peut aussi, pour des motifs d'ordre public, prendre une décision individuelle de remise d'armes.

« Les armes remises en application du premier alinéa du présent article donnent lieu à la délivrance d'un récépissé. Elles sont rendues à leur propriétaire en l'état où elles étaient lors de leur dépôt. » ;

6° L'article 10 est ainsi rédigé :

« Art. 10. – La déclaration de l'état d'urgence s'ajoute aux cas prévus à l'article L. 1111-2 du code de la défense pour la mise à exécution des réquisitions dans les conditions prévues au livre II de la deuxième partie du même code. » ;

7° L'article 11 est ainsi rédigé :

« Art. 11. – I. – Le décret déclarant ou la loi prorogeant l'état d'urgence peut, par une disposition expresse, conférer aux autorités administratives mentionnées à l'article 8 le pouvoir d'ordonner des perquisitions en tout lieu, y compris un domicile, de jour et de nuit, sauf dans un lieu affecté à l'exercice d'un mandat parlementaire ou à l'activité professionnelle des avocats, des magistrats ou des journalistes, lorsqu'il existe des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics.

« La décision ordonnant une perquisition précise le lieu et le moment de la perquisition. Le procureur de la République territorialement compétent est informé sans délai de cette décision. La perquisition est conduite en présence d'un officier de police judiciaire territorialement compétent. Elle ne peut se dérouler qu'en présence de l'occupant ou, à défaut, de son représentant ou de deux témoins.

« Il peut être accédé, par un système informatique ou un équipement terminal présent sur les lieux où se déroule la perquisition, à des données stockées dans ledit système ou équipement ou dans un autre système informatique ou équipement terminal, dès lors que ces données sont accessibles à partir du système initial ou disponibles pour le système initial. Les données auxquelles il aura été possible d'accéder dans les conditions prévues au présent article peuvent être copiées sur tout support.

« La perquisition donne lieu à l'établissement d'un compte rendu communiqué sans délai au procureur de la République.

« Lorsqu'une infraction est constatée, l'officier de police judiciaire en dresse procès-verbal, procède à toute saisie utile et en informe sans délai le procureur de la République.

« Le présent I n'est applicable que dans les zones fixées par le décret prévu à l'article 2.

« II. – Le ministre de l'intérieur peut prendre toute mesure pour assurer l'interruption de tout service de communication au public en ligne provoquant à la commission d'actes de terrorisme ou en faisant l'apologie. » ;

8° L'article 12 est abrogé ;

9° L'article 13 est ainsi rédigé :

« Art. 13. – Les infractions aux articles 5, 8 et 9 sont punies de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

« Les infractions au premier alinéa de l'article 6 sont punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

« Les infractions au deuxième et aux cinq derniers alinéas du même article 6 sont punies d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

« L'exécution d'office, par l'autorité administrative, des mesures prescrites peut être assurée nonobstant l'existence de ces dispositions pénales. » ;

10° Le second alinéa de l'article 14 est supprimé ;

11° Le titre I^{er} est complété par un article 14-1 ainsi rédigé :

« Art. 14-1. – A l'exception des peines prévues à l'article 13, les mesures prises sur le fondement de la présente loi sont soumises au contrôle du juge administratif dans les conditions fixées par le code de justice administrative, notamment son livre V. » ;

12° A l'intitulé, le mot : « relatif » est remplacé par le mot : « relative ».

Article 5

L'article 15 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 précitée est ainsi rétabli :

« Art. 15. – La présente loi, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions, est applicable sur l'ensemble du territoire de la République. »

Article 6

Le 3° des b et c, le 2° du d et le 3° des e, f et g de l'article 17 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 précitée sont abrogés.

La présente loi entrera en vigueur immédiatement et sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 novembre 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

Par le Président de la République:

Le Premier ministre,
MANUEL VALLS

Le ministre de l'intérieur,
BERNARD CAZENEUVE

La garde des sceaux, ministre de la justice,
CHRISTIANE TAUBIRA

La ministre des outre-mer,
GEORGE PAU-LANGEVIN

LOI

Loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence.

Version consolidée au 23 novembre 2015

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,
L'Assemblée nationale a adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

Article 1

Modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 – art. 176 (V)

L'état d'urgence peut être déclaré sur tout ou partie du territoire métropolitain, des départements d'outre-mer, des collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie, soit en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événements présentant, par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique.

Article 2

Modifié par Ordonnance 60-372 1960-04-15 art. 1 JORF 17 avril 1960

L'état d'urgence est déclaré par décret en Conseil des ministres. Ce décret détermine la ou les circonscriptions territoriales à l'intérieur desquelles il entre en vigueur.
Dans la limite de ces circonscriptions, les zones où l'état d'urgence recevra application seront fixées par décret.
La prorogation de l'état d'urgence au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par la loi.

Article 3

Modifié par Ordonnance 60-372 1960-04-15 art. 1 JORF 17 avril 1960

La loi autorisant la prorogation au-delà de douze jours de l'état d'urgence fixe sa durée définitive.

Article 4

Modifié par Ordonnance 60-372 1960-04-15 art. 1 JORF 17 avril 1960

La loi portant prorogation de l'état d'urgence est caduque à l'issue d'un délai de quinze jours francs suivant la date de démission du Gouvernement ou de dissolution de l'Assemblée nationale.

Article 4-1

Créé par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

L'Assemblée nationale et le Sénat sont informés sans délai des mesures prises par le Gouvernement pendant l'état d'urgence. Ils peuvent requérir toute information complémentaire dans le cadre du contrôle et de l'évaluation de ces mesures.

Article 5

La déclaration de l'état d'urgence donne pouvoir au préfet dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 :

1° D'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté ;

2° D'instituer, par arrêté, des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé ;

3° D'interdire le séjour dans tout ou partie du département à toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics.

Article 6

Modifié par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

Le ministre de l'intérieur peut prononcer l'assignation à résidence, dans le lieu qu'il fixe, de toute personne résidant dans la zone fixée par le décret mentionné à l'article 2 et à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics dans les circonscriptions territoriales mentionnées au même article 2. Le ministre de l'intérieur peut la faire conduire sur le lieu de l'assignation à résidence par les services de police ou les unités de gendarmerie.

La personne mentionnée au premier alinéa du présent article peut également être astreinte à demeurer dans le lieu d'habitation déterminé par le ministre de l'intérieur, pendant la plage horaire qu'il fixe, dans la limite de douze heures par vingt-quatre heures.

L'assignation à résidence doit permettre à ceux qui en sont l'objet de résider dans une agglomération ou à proximité immédiate d'une agglomération.

En aucun cas, l'assignation à résidence ne pourra avoir pour effet la création de camps où seraient détenues les personnes mentionnées au premier alinéa.

L'autorité administrative devra prendre toutes dispositions pour assurer la subsistance des personnes astreintes à résidence ainsi que celle de leur famille.

Le ministre de l'intérieur peut prescrire à la personne assignée à résidence :

1° L'obligation de se présenter périodiquement aux services de police ou aux unités de gendarmerie, selon une fréquence qu'il détermine dans la limite de trois présentations par jour, en précisant si cette obligation s'applique y compris les dimanches et jours fériés ou chômés ;

2° La remise à ces services de son passeport ou de tout document justificatif de son identité. Il lui est délivré en échange un récépissé, valant justification de son identité en application de l'article 1er de la loi n° 2012-410 du 27 mars 2012 relative à la protection de l'identité, sur lequel sont mentionnées la date de retenue et les modalités de restitution du document retenu.

La personne astreinte à résider dans le lieu qui lui est fixé en application du premier alinéa du présent article peut se voir interdire par le ministre de l'intérieur de se trouver en relation, directement ou indirectement, avec certaines personnes, nommément désignées, dont il existe des raisons sérieuses de penser que leur comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics. Cette interdiction est levée dès qu'elle n'est plus nécessaire.

Lorsque la personne assignée à résidence a été condamnée à une peine privative de liberté pour un crime qualifié d'acte de terrorisme ou pour un délit recevant la même qualification puni de dix ans d'emprisonnement et a fini l'exécution de sa peine depuis moins de huit ans, le ministre de l'intérieur peut également ordonner qu'elle soit placée sous surveillance électronique mobile. Ce placement est prononcé après accord de la personne concernée, recueilli par écrit. La personne concernée est astreinte, pendant toute la durée du placement, au port d'un dispositif technique permettant à tout moment de

déterminer à distance sa localisation sur l'ensemble du territoire national. Elle ne peut être astreinte ni à l'obligation de se présenter périodiquement aux services de police et de gendarmerie, ni à l'obligation de demeurer dans le lieu d'habitation mentionné au deuxième alinéa. Le ministre de l'intérieur peut à tout moment mettre fin au placement sous surveillance électronique mobile, notamment en cas de manquement de la personne placée aux prescriptions liées à son assignation à résidence ou à son placement ou en cas de dysfonctionnement technique du dispositif de localisation à distance.

Article 6-1

Créé par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

Sans préjudice de l'application de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure, sont dissous par décret en conseil des ministres les associations ou groupements de fait qui participent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ou dont les activités facilitent cette commission ou y incitent.

Le maintien ou la reconstitution d'une association ou d'un groupement dissous en application du présent article ou l'organisation de ce maintien ou de cette reconstitution sont réprimés dans les conditions prévues aux articles 431-15 et 431-17 à 431-21 du code pénal.

Par dérogation à l'article 14 de la présente loi, les mesures prises sur le fondement du présent article ne cessent pas de produire leurs effets à la fin de l'état d'urgence.

Pour la prévention des actions tendant au maintien ou à la reconstitution des associations ou groupements dissous en application du présent article, les services spécialisés de renseignement mentionnés à l'article L. 811-2 du code de la sécurité intérieure et les services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4 du même code peuvent recourir aux techniques de renseignement dans les conditions prévues au livre VIII dudit code.

Article 7 (abrogé)

Modifié par LOI n° 2013-403 du 17 mai 2013 – art. 1 (V)

Abrogé par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

Article 8

Modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 – art. 176 (V)

Le ministre de l'intérieur, pour l'ensemble du territoire où est institué l'état d'urgence, et le préfet, dans le département, peuvent ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacles, débits de boissons et lieux de réunion de toute nature dans les zones déterminées par le décret prévu à l'article 2. Peuvent être également interdites, à titre général ou particulier, les réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre.

Article 9

Modifié par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

Les autorités administratives désignées à l'article 8 peuvent ordonner la remise des armes et des munitions, détenues ou acquises légalement, relevant des catégories A à C, ainsi que celles soumises à enregistrement relevant de la catégorie D, définies à l'article L. 311-2 du code de la sécurité intérieure. Le représentant de l'Etat dans le département peut aussi, pour des motifs d'ordre public, prendre une décision individuelle de remise d'armes.

Les armes remises en application du premier alinéa du présent article donnent lieu à la délivrance d'un récépissé. Elles sont rendues à leur propriétaire en l'état où elles étaient lors de leur dépôt.

Article 10

Modifié par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

La déclaration de l'état d'urgence s'ajoute aux cas prévus à l'article L. 1111-2 du code de la défense pour la mise à exécution des réquisitions dans les conditions prévues au livre II de la deuxième partie du même code.

Article 11

Modifié par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

I. – Le décret déclarant ou la loi prorogeant l'état d'urgence peut, par une disposition expresse, conférer aux autorités administratives mentionnées à l'article 8 le pouvoir d'ordonner des perquisitions en tout lieu, y compris un domicile, de jour et de nuit, sauf dans un lieu affecté à l'exercice d'un mandat parlementaire ou à l'activité professionnelle des avocats, des magistrats ou des journalistes, lorsqu'il existe des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics.

La décision ordonnant une perquisition précise le lieu et le moment de la perquisition. Le procureur de la République territorialement compétent est informé sans délai de cette décision. La perquisition est conduite en présence d'un officier de police judiciaire territorialement compétent. Elle ne peut se dérouler qu'en présence de l'occupant ou, à défaut, de son représentant ou de deux témoins.

Il peut être accédé, par un système informatique ou un équipement terminal présent sur les lieux où se déroule la perquisition, à des données stockées dans ledit système ou équipement ou dans un autre système informatique ou équipement terminal, dès lors que ces données sont accessibles à partir du système initial ou disponibles pour le système initial. Les données auxquelles il aura été possible d'accéder dans les conditions prévues au présent article peuvent être copiées sur tout support.

La perquisition donne lieu à l'établissement d'un compte rendu communiqué sans délai au procureur de la République.

Lorsqu'une infraction est constatée, l'officier de police judiciaire en dresse procès-verbal, procède à toute saisie utile et en informe sans délai le procureur de la République.

Le présent I n'est applicable que dans les zones fixées par le décret prévu à l'article 2.

II. – Le ministre de l'intérieur peut prendre toute mesure pour assurer l'interruption de tout service de communication au public en ligne provoquant à la commission d'actes de terrorisme ou en faisant l'apologie.

Article 12 (abrogé)

Modifié par Loi 55-1080 1955-08-07 – art. 1 JORF 14 août 1955

Modifié par Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 – art. 83 JORF 16 juin 2000

Abrogé par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

Article 13

Modifié par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

Les infractions aux articles 5, 8 et 9 sont punies de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.

Les infractions au premier alinéa de l'article 6 sont punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

Les infractions au deuxième et aux cinq derniers alinéas du même article 6 sont punies d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

L'exécution d'office, par l'autorité administrative, des mesures prescrites peut être assurée nonobstant l'existence de ces dispositions pénales.

Article 14

Modifié par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 4

Les mesures prises en application de la présente loi cessent d'avoir effet en même temps que prend fin l'état d'urgence.

Article 14-1

Créé par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 - art. 4

A l'exception des peines prévues à l'article 13, les mesures prises sur le fondement de la présente loi sont soumises au contrôle du juge administratif dans les conditions fixées par le code de justice administrative, notamment son livre V.

TITRE II

Article 15 (abrogé)

Abrogé par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 – art. 176 (V)

Article 15

Modifié par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 5

La présente loi, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions, est applicable sur l'ensemble du territoire de la République

Article 16 (abrogé)

Abrogé par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 – art. 176 (V)

Article 17

Modifié par LOI n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 – art. 6

Pour l'application de la présente loi :

a) A Mayotte :

1° La référence au département est remplacée par la référence à Mayotte ;

2° La référence au préfet est remplacée par la référence au représentant de l'Etat à Mayotte ;

3° A l'article 5, les mots : « dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 » sont remplacés par les mots : « lorsque Mayotte est compris en tout ou partie dans une circonscription prévue à l'article 2 » ;

b) A Saint-Barthélemy :

1° La référence au département est remplacée par la référence à Saint-Barthélemy ;

2° La référence au préfet est remplacée par la référence au représentant de l'Etat à Saint-Barthélemy ;

3° (abrogé)

4° A l'article 5, les mots : « dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 » sont remplacés par les mots : « lorsque Saint-Barthélemy est compris en tout ou partie dans une circonscription prévue à l'article 2 » ;

c) A Saint-Martin :

1° La référence au département est remplacée par la référence à Saint-Martin ;

2° La référence au préfet est remplacée par la référence au représentant de l'Etat à Saint-Martin ;

3° (abrogé)

4° A l'article 5, les mots : « dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 » sont remplacés par les mots : « lorsque Saint-Martin est compris en tout ou partie dans une circonscription prévue à l'article 2 » ;

d) A Saint-Pierre-et-Miquelon :

1° La référence au département est remplacée par la référence à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

2° (abrogé)

3° A l'article 5, les mots : « au préfet dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 » sont remplacés par les mots : « au préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon, lorsque Saint-Pierre-et-Miquelon est compris en tout ou partie dans une circonscription prévue à l'article 2 » ;

e) Dans les îles Wallis et Futuna :

1° La référence au département est remplacée par la référence aux îles Wallis et Futuna ;

2° La référence au préfet est remplacée par la référence à l'administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna ;

3° (abrogé)

4° A l'article 5, les mots : « dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 » sont remplacés par les mots : « lorsque les îles Wallis et Futuna sont comprises en tout ou partie dans une circonscription prévue à l'article 2 » ;

f) En Polynésie française :

1° La référence au département est remplacée par la référence à la Polynésie française ;

2° La référence au préfet est remplacée par la référence au haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

3° (abrogé)

4° A l'article 5, les mots : « dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 » sont remplacés par les mots : « lorsque la Polynésie française est comprise en tout ou partie dans une circonscription prévue à l'article 2 » ;

g) En Nouvelle-Calédonie :

1° La référence au département est remplacée par la référence à la Nouvelle-Calédonie ;

2° La référence au préfet est remplacée par la référence au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ;

3° (abrogé)

4° A l'article 5, les mots : « dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2 » sont remplacés par les mots : « lorsque la Nouvelle-Calédonie est comprise en tout ou partie dans une circonscription prévue à l'article 2 ».

Par le Président de la République :

RENE COTY.

Le président du conseil des ministres, EDGAR FAURE.

Le ministre délégué à la présidence du conseil, GASTON PALEWSKI.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, SCHUMAN.

Le ministre des affaires étrangères, ANTOINE PINAY.

Le ministre de l'intérieur, MAURICE BOURGE-MAUNOURY.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées, PIERRE KOENIG.

Le ministre des finances et des affaires économiques, PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, EDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

Le ministre de l'industrie et du commerce, ANDRE MORICE.

Le ministre de l'agriculture, JEAN SOURBET.

Le ministre de la santé publique et de la population, BERNARD LAFAY.

Le ministre de la marine marchande, PAUL ANTIER.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, EDOUARD BONNEFOUS. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

New York, 23 November 2015

TS/sec

No. 2015-1116221

Your Excellency,

On 13 November 2015, large-scale terrorist attacks took place in the Paris region.

Taking into account to information from the intelligence services and the international context, the terrorist threat in France is of a lasting nature.

The French Government has decided, by Decree No. 2015-1475 of 14 November 2015, to apply Act No. 55-385 of 3 April 1955 on the state of emergency.

Decrees No. 2015-1475, No. 2015-1476 and No. 2015-1478 of 14 November 2015 and No. 2015-1493 and No. 2015-1494 of 18 November 2015 have defined a number of measures that may be taken by the administrative authorities.

The extension of the state of emergency for three months, with effect from 26 November 2015, was authorized by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015. This Act also amends certain of the measures provided for by the Act of 3 April 1955 in order to adapt its content to the current context.

The texts of the decrees and acts mentioned above are attached to this letter.

Such measures appeared necessary to prevent the commission of further terrorist attacks.

Some of these measures, prescribed by the decrees of 14 November 2015 and 18 November 2015 and by the Act of 20 November 2015, may involve a derogation from the obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights, and particularly its articles 9, 12 and 17. I would therefore kindly request you to consider that this letter constitutes a notification for the purposes of article 4 of the Covenant.

Accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration.

(Signed) François Delattre

**Decrees, orders, circulars
GENERAL TEXTS
MINISTRY OF THE INTERIOR**

**Decree No. 2015-1475 of 14 November 2015
implementing Act No. 55-385 of 3 April 1955**

NOR: INTD1527633D

The President of the Republic,
Based on the report of the Prime Minister, of the Minister of the Interior and of the Keeper of
the Seals and Minister of Justice;

Considering the Civil Code and in particular its article 1;
Considering the amended Act No. 55-385 of 3 April 1955 instituting a state of emergency;
Considering the emergency;
Having heard the Council of Ministers,

Decrees:

Art. 1. – A state of emergency is declared, with effect from zero hours on 14 November 2015,
in the Metropolitan territory and in Corsica.

Art. 2. – While it remains in force, it shall trigger the application of paragraph 1 of article 11
of the above-mentioned Act of 3 April 1955.

Art. 3. – This Decree shall enter into force at zero hours on 14 November 2015.

Art. 4. – The Prime Minister, the Keeper of the Seals and Minister of Justice, and the Minister
of the Interior shall, within their respective spheres of activity, be responsible for the application of this
Decree, which shall be published in the Official Journal of the French Republic and shall enter into
force immediately.

Done in Paris, on 14 November 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

By the President of the Republic:

MANUEL VALLS
Prime Minister

BERNARD CAZENEUVE
Minister of the Interior

CHRISTIANE TAUBIRA
Keeper of the Seals and Minister of Justice

**Decrees, orders, circulars
GENERAL TEXTS
MINISTRY OF THE INTERIOR**

**Decree No. 2015-1476 of 14 November 2015
implementing Act No. 55-385 of 3 April 1955**

NOR: INTD1527634D

The President of the Republic,
Based on the report of the Prime Minister, of the Minister of the Interior and of the Keeper of
the Seals and Minister of Justice;

Considering the Civil Code and in particular its article 1;
Considering the amended Act No. 55-385 of 3 April 1955 instituting a state of emergency;
Considering Decree No. 2015-1475 of 14 November 2015 implementing Act No. 55-385 of 3
April 1955;

Considering the emergency,

Decrees:

Art. 1. – In addition to the measures envisaged in article 5 of the above-mentioned Act of
3 April 1955, which are applicable to the whole of the Metropolitan territory, the measures mentioned
in articles 6, 8 and 9 and in paragraph 1 of article 11 of the Act may be implemented in all the
communes of Ile-de-France.

Art. 2. – This Decree shall enter into force at zero hours on 14 November 2015.

Art. 3. – The Prime Minister, the Keeper of the Seals and Minister of Justice, and the Minister
of the Interior shall, within their respective spheres of activity, be responsible for the application of this
Decree, which shall be published in the Official Journal of the French Republic and shall enter into
force immediately.

Done in Paris, on 14 November 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

By the President of the Republic:

MANUEL VALLS
Prime Minister

BERNARD CAZENEUVE
Minister of the Interior

CHRISTIANE TAUBIRA
Keeper of the Seals and Minister of Justice

**Decrees, orders, circulars
GENERAL TEXTS
MINISTRY OF THE INTERIOR**

**Decree No. 2015-1478 of 14 November 2015 amending Decree No. 2015-1476 of
14 November 2015 implementing Act No. 55-385 of 3 April 1955**

NOR: INTD1527643D

The President of the Republic,
Based on the report of the Prime Minister, of the Minister of the Interior and of the Keeper of
the Seals and Minister of Justice;

Considering the Civil Code and in particular its article 1;
Considering the amended Act No. 55-385 of 3 April 1955 instituting a state of emergency;
Considering Decree No. 2015-1475 of 14 November 2015 implementing Act No. 55-385 of 3
April 1955;

Considering Decree No. 2015-1476 of 14 November 2015 implementing Act No. 55-385 of 3
April 1955;

Considering the emergency,

Decrees:

Art. 1. – Article 1 of the above-mentioned Decree No. 2015-1476 of 14 November 2015 shall
be worded as follows:

“*Art. 1.* – In addition to the measures envisaged in articles 5, 9 and 10 of the above-mentioned
Act of 3 April 1955, the measures mentioned in articles 6 and 8 and paragraph 1 of article 11 shall be
applicable to the whole of the Metropolitan territory and to Corsica.”

Art. 2. – This Decree shall enter into force at zero hours on 15 November 2015.

Art. 3. – The Prime Minister, the Keeper of the Seals and Minister of Justice, and the Minister
of the Interior shall, within their respective spheres of activity, be responsible for the application of this
Decree, which shall be published in the Official Journal of the French Republic and shall enter into
force immediately.

Done on 14 November 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

By the President of the Republic:

MANUEL VALLS
Prime Minister

BERNARD CAZENEUVE
Minister of the Interior

CHRISTIANE TAUBIRA
Keeper of the Seals and Minister of Justice

Decrees, orders, circulars
GENERAL TEXTS
MINISTRY OF THE INTERIOR

Decree No. 2015-1493 of 18 November 2015
implementing Act No. 55-385 of 3 April 1955 overseas

NOR: INTD1527976D

The President of the Republic,
Based on the report of the Prime Minister, of the Keeper of the Seals and Minister of Justice,
of the Minister of the Interior and of the Minister for Overseas,
Considering the Civil Code and in particular its article 1;
Considering the amended Act No. 55-385 of 3 April 1955 instituting a state of emergency;
Considering the emergency;
Having heard the Council of Ministers,

Decrees:

Art. 1. – A state of emergency is declared, with effect from zero hours local time on 19 November 2015, in the territory of the collectivities of Guadeloupe, French Guiana, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint Barthélemy and Saint Martin.

Art. 2. – While it remains in force, it shall trigger the application of the first paragraph of article 11 of the above-mentioned Act of 3 April 1955.

Art. 3. – This Decree shall enter into force at zero hours local time on 19 November 2015 in Guadeloupe, French Guiana, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint Barthélemy and Saint Martin.

Art. 4. – The Prime Minister, the Keeper of the Seals and Minister of Justice, the Minister of the Interior and the Minister for Overseas shall, within their respective spheres of activity, be responsible for the application of this Decree, which shall be published in the Official Journal of the French Republic and shall enter into force immediately.

Done on 18 November 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

By the President of the Republic:

MANUEL VALLS
Prime Minister

BERNARD CAZENEUVE
Minister of the Interior

CHRISTIANE TAUBIRA
Keeper of the Seals and Minister of Justice

GEORGE PAU-LANGEVIN
Minister for Overseas

**Decrees, orders, circulars
GENERAL TEXTS
MINISTRY OF THE INTERIOR**

**Decree No. 2015-1494 of 18 November 2015
implementing Act No. 55-385 of 3 April 1955 overseas**

NOR: INTD1527977D

The President of the Republic,
Based on the report of the Prime Minister, of the Keeper of the Seals and Minister of Justice,
of the Minister of the Interior and of the Minister for Overseas,
Considering the Civil Code and in particular its article 1;
Considering the amended Act No. 55-385 of 3 April 1955 instituting a state of emergency;
Considering the emergency,

Decrees:

Art. 1. – In addition to the measures envisaged in articles 5, 9 and 10 of the above-mentioned Act of 3 April 1955, the measures mentioned in articles 6 and 8 and paragraph 1 of article 11 shall be applicable in Guadeloupe, French Guiana, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint Barthélemy and Saint Martin.

Art. 2. – This Decree shall enter into force at zero hours local time on 19 November 2015 in Guadeloupe, French Guiana, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint Barthélemy and Saint Martin.

Art. 3. – The Prime Minister, the Keeper of the Seals and Minister of Justice, the Minister of the Interior and the Minister for Overseas shall, within their respective spheres of activity, be responsible for the application of this Decree, which shall be published in the Official Journal of the French Republic and shall enter into force immediately.

Done in Paris, on 18 November 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

By the President of the Republic:

MANUEL VALLS
Prime Minister

BERNARD CAZENEUVE
Minister of the Interior

CHRISTIANE TAUBIRA
Keeper of the Seals and Minister of Justice

GEORGE PAU-LANGEVIN
Minister for Overseas

ACTS

Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 extending the application of Act No. 55-385 of 3 April 1955 concerning the state of emergency and enhancing the effectiveness of its provisions¹

NOR: INTX1527699L

The National Assembly and the Senate have adopted.
The President of the Republic promulgates the following Act:

Article 1

The state of emergency declared by Decree No. 2015-1475 of 14 November 2015 implementing Act No. 55-385 of 3 April 1955 and Decree No. 2015-1493 of 18 November 2015 implementing Act No. 55-385 of 3 April 1955 overseas shall be extended for three months with effect from 26 November 2015.

Article 2

While it remains in force, the state of emergency shall trigger the application of article 11 of Act No. 55-385 of 3 April 1955 concerning the state of emergency, in the wording given in paragraph 7 of article 4 of this Act.

Article 3

The state of emergency may be terminated by decree of the Council of Ministers before the expiry of the extension period. In this case, Parliament shall be informed.

Article 4

The above-mentioned Act No. 55-385 of 3 April 1955 shall be amended as follows:

1. The following article 4-1 shall be inserted after article 4:

“*Art. 4-1.* – The National Assembly and the Senate shall be informed promptly of the measures taken by the Government during the state of emergency. They may request any additional information for the purpose of monitoring and evaluating these measures.”

¹ *Travaux préparatoires*: Act No. 2015-1501.

National Assembly:

Draft Act No. 3225;
Report of Mr. Jean-Jacques Urvoas, on behalf of the Law Commission, No. 3237;
Discussion and adoption, by accelerated procedure, on 19 November 2015 (Adopted text No. 609)

Senate:

Draft Act, adopted by the National Assembly, No. 176 (2015-2016);
Report by Mr. Philippe Blas, on behalf of the Law Commission, No. 177 (2015-2016)
Commission text No. 178 (2015-2016);
Discussion and adoption on 20 November 2015 (Adopted text No 42, 2015-2016).

2. Article 6 shall be amended as follows:

(a) The first paragraph shall be replaced by the following two paragraphs:

“The Minister of the Interior may order the house arrest, at a place to be determined by the Minister, of any persons residing in the area established by the decree mentioned in article 2, when there are serious reasons to believe that their behaviour poses a threat to security and public order in the territorial divisions mentioned in the same article 2. The Minister of the Interior may arrange for the persons to be taken to the place of house arrest by the police or gendarmerie.

“The persons mentioned in the first paragraph of this article may also be confined to a place of residence determined by the Minister of the Interior, for a time frame to be determined by the Minister, which shall not exceed 12 hours in any 24-hour period.”;

(b) At the end of the third paragraph, the words “referred to in the preceding paragraph” shall be replaced by the words “mentioned in the first paragraph”;

(c) The following new paragraphs shall be added:

“The Minister of the Interior may require persons under house arrest:

“1. To report regularly to the police or gendarmerie following a schedule to be determined by the Minister but not exceeding three times a day. The schedule shall specify if it applies on Sundays, public holidays and non-working days;

“2. To surrender their passport or any other identity document to the police or gendarmerie. In return they shall be given a receipt constituting proof of identity in application of article 1 of Act No. 2012-410 of 27 March 2012 concerning protection of identity and mentioning the date of surrender and the arrangements for return of the surrendered document.

“Persons required to reside in a place determined in application of the first paragraph of this article may be prohibited by the Minister of the Interior from engaging in direct or indirect contact with certain persons, designated by name, for whom there are serious reasons to believe that their behaviour poses a threat to security and public order. This prohibition shall be lifted when it is no longer necessary.

“When persons under house arrest have been sentenced to imprisonment for a crime classified as an act of terrorism or for an offence similarly classified punishable by ten years’ imprisonment and they finished serving their sentence less than eight years prior, the Minister of the Interior may also order them to be placed under mobile electronic monitoring. The persons concerned shall give their written agreement to such placement. They shall be obliged, throughout the placement, to wear a technical device enabling their location anywhere in the national territory to be remotely determined at any time. They may not be required either to report regularly to the police or gendarmerie or confined to home as mentioned in the second paragraph. The Minister of the Interior may at any time end the mobile electronic monitoring, for instance if the persons being monitored violate the conditions of their house arrest or placement or in case of a technical malfunction of the remote localization device.”

3. The following article 6-1 shall be inserted after article 6:

“*Art. 6-1.* – Without prejudice to the application of article L.212-1 of the Code of Internal Security, associations or de facto groupings which take part in the commission of acts involving a serious threat to public order or whose activities facilitate or incite such commission shall be dissolved by decree of the Council of Ministers.

“The maintenance or reconstitution of an association or grouping dissolved in application of this article or the organization of such maintenance or reconstitution shall be punishable as specified in articles 431-15 and 431-17 to 431-21 of the Penal Code.

“Notwithstanding article 14 of this Act, measures taken on the basis of this article shall not cease to produce their effects at the end of the state of emergency.

“In order to prevent actions to maintain or reconstitute associations or groupings dissolved in

application of this article, the intelligence services mentioned in article L. 811-2 of the Code of Internal Security and the services designated by the decree of the Council of State mentioned in article L. 811-4 of that Code may use intelligence techniques in the conditions specified in book VIII of that Code.”;

4. Article 7 shall be deleted;

5. Article 9 shall be worded as follows:

“*Art. 9.* – The administrative authorities designated in article 8 may order the surrender of weapons and ammunition held or acquired legally in categories A to C as well as those requiring registration under category D, defined in article L. 311-2 of the Code of Internal Security. The representative of the State in the department may also, for reasons of public order, take an individual decision on surrender of weapons.

“A receipt shall be issued for weapons surrendered pursuant to the first paragraph of this article. They shall be returned to their owner in the condition in which they were surrendered.

6. Article 10 shall be worded as follows:

“*Art. 10.* – The declaration of a state of emergency shall be added to the instances specified in article L. 1111-2 of the Code of Defence in which searches may be performed in the conditions specified in book II of the second part of that Code.”;

7. Article 11 shall be worded as follows:

“*Art. 11.* – I. – The decree declaring or the act extending the state of emergency may include a specific provision authorizing the administrative authorities mentioned in article 8 to order searches anywhere, including in homes, day and night, except in a place used for the exercise of a parliamentary mandate or for the professional activity of lawyers, members of the judiciary or journalists, when there are serious reasons to believe that the place is frequented by a person whose behaviour poses a threat to security and public order.

“The decision ordering a search shall specify the place and time of the search. The Public Prosecutor having territorial jurisdiction shall be informed promptly of this decision. The search shall be conducted in the presence of a senior law enforcement officer having territorial jurisdiction. It may be conducted only if the occupant or, if that is not possible, the occupant’s representative or two witnesses are present.

“Access may be obtained through a computer system or terminal equipment present at the site of the search to data stored on that system or equipment or on another computer system or terminal equipment, provided that such data are accessible from or available to the initial system. Data accessible in the conditions specified in this article may be copied onto any medium.

“The search shall be the subject of a report transmitted promptly to the Public Prosecutor.

“When an offence is detected, the law enforcement officer shall prepare an official record, seize any necessary evidence and report promptly to the Public Prosecutor.

“This section I shall be applicable only in the areas specified by the decree mentioned in article 2.

“II. – The Minister of the Interior may take any measure to interrupt any online public announcement inciting to or advocating the commission of acts of terrorism.”

8. Article 12 shall be deleted;

9. Article 13 shall be worded as follows:

“*Art. 13.* – Violations of articles 5, 8 and 9 shall be punishable by six months’ imprisonment and a fine of €7,500.

“Violations of the first paragraph of article 6 shall be punishable by three years’ imprisonment and a fine of €45,000.

“Violations of the second and the last five paragraphs of article 6 shall be punishable by one year’s imprisonment and a fine of €15,000.

“The measures prescribed may be executed *ex officio*, by administrative authority, notwithstanding the existence of these penal provisions.”;

10. The second paragraph of article 14 shall be deleted;

11. The following article 14-1 shall be added to title I:

“*Art. 14-1.* – With the exception of the penalties provided in article 13, the measures taken on the basis of this Act shall be subject to review by the administrative judge in the conditions established by the Code of Administrative Justice and in particular its book V.”;

12. In the title, the word: “*relatif*” shall be replaced with the word: “*relative*”.

Article 5

Article 15 of the above-mentioned Act No. 55-385 of 3 April 1955 shall be reworded to read:

“*Art. 15.* – This Act, as amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 extending the application of Act No. 55-385 of 3 April 1955 concerning the state of emergency and enhancing the effectiveness of its provisions, shall be applicable throughout the territory of the Republic.”

Article 6

The third paragraph under b) and c), the second paragraph under d) and the third paragraph under e), f) and g) in article 17 of the above-mentioned Act No. 55-385 of 3 April 1955 shall be deleted.

This Act shall enter into force immediately and shall be enforced as legislation of the State.

Done in Paris, on 20 November 2015.

FRANÇOIS HOLLANDE

By the President of the Republic:

MANUEL VALLS

Prime Minister

BERNARD CAZENEUVE

Minister of the Interior

CHRISTIANE TAUBIRA

Keeper of the Seals and Minister of Justice

GEORGE PAU-LANGEVIN

Minister for Overseas

ACT

Act No. 55-385 of 3 April 1955 concerning the state of emergency

Consolidated version as at 23 November 2015

The National Assembly and the Council of the Republic have deliberated,
The National Assembly has adopted,
The President of the Republic promulgates the following legislation:

TITLE I

Article 1

Amended by Act No. 2011-525 of 17 May 2011 – art. 176 (V)

A state of emergency may be declared in all or part of the Metropolitan territory, the overseas departments, the overseas collectivities governed by article 74 of the Constitution and in New Caledonia, in case of imminent danger from serious threats to public order or in case of events which, because of their nature and gravity, constitute a public calamity.

Article 2

Amended by Ordinance 60-372 1960-04-15 art. 1 Official Journal 17 April 1960

The state of emergency shall be declared by decree at the Council of Ministers. This decree shall specify the territorial division(s) in which it applies.

Within these divisions, the areas where the state of emergency is to apply shall be determined by decree.

Extension of the state of emergency beyond 12 days may be authorized only by legislation.

Article 3

Amended by Ordinance 60-372 1960-04-15 art.1 Official Journal 17 April 1960

The legislation authorizing extension of the state of emergency beyond 12 days shall determine its final duration.

Article 4

Amended by Ordinance 60-372 1960-04-15 art.1 Official Journal 17 April 1960

The legislation extending the state of emergency shall expire fifteen clear days after the date of resignation of the Government or dissolution of the National Assembly.

Article 4-1

Inserted by Act. No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art.4

The National Assembly and the Senate shall be informed promptly of the measures taken by the Government during the state of emergency. They may request any additional information for the purpose of monitoring and evaluating these measures.

Article 5

The declaration of a state of emergency shall allow the Prefect whose department is entirely or partly included in a division mentioned in article 2:

1. To prohibit the circulation of persons or vehicles in places and at times established in an order;
2. To create, by order, protection or security areas where the presence of individuals is regulated;
3. To forbid the presence in all or part of the department of any individual attempting in any manner whatsoever to impede the activities of the authorities.

Article 6

Amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

The Minister of the Interior may order the house arrest, at a place to be determined by the Minister, of any persons residing in the area established by the decree mentioned in article 2, when there are serious reasons to believe that their behaviour poses a threat to security and public order in the territorial divisions mentioned in the same article 2. The Minister of the Interior may arrange for the persons to be taken to the place of house arrest by the police or gendarmerie.

The persons mentioned in the first paragraph of this article may also be confined to a place of residence determined by the Minister of the Interior, for a time frame to be determined by the Minister, which shall not exceed 12 hours in any 24-hour period.

House arrest shall allow persons subject thereto to reside in an urban area or in close proximity to an urban area.

House arrest may in no case have the effect of creating camps for detention of the persons mentioned in the first paragraph.

The administrative authorities shall make all arrangements to provide for the subsistence of persons under house arrest and of their families.

The Minister of the Interior may require persons under house arrest:

1. To report regularly to the police or gendarmerie following a schedule to be determined by the Minister but not exceeding three times a day. The schedule shall specify if it applies on Sundays, public holidays and non-working days;
2. To surrender their passport or any other identity document to the police or gendarmerie. In return they shall be given a receipt constituting proof of identity in application of article 1 of Act No. 2012-410 of 27 March 2012 concerning protection of identity and mentioning the date of surrender and the arrangements for return of the surrendered document.

Persons required to reside in a place determined in application of the first paragraph of this article may be prohibited by the Minister of the Interior from engaging in direct or indirect contact with certain persons, designated by name, for whom there are serious reasons to believe that their behaviour poses a threat to security and public order. This prohibition shall be lifted when it is no longer necessary.

When persons under house arrest have been sentenced to imprisonment for a crime classified as an act of terrorism or for an offence similarly classified as punishable by ten years' imprisonment and they finished serving their sentence less than eight years prior, the Minister of the Interior may also order them to be placed under mobile electronic monitoring. The persons concerned shall give their written agreement to such placement. They shall be obliged, throughout the placement, to wear a technical device enabling their location anywhere in the national territory to be remotely determined at any time. They may not be required either to report regularly to the police or gendarmerie or confined to home as mentioned in the second paragraph. The Minister of the Interior may at any time end the mobile electronic monitoring, for instance if the persons being monitored violate the conditions of their house arrest or placement or in case of a technical malfunction of the remote localization device.

Article 6-1

Inserted by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

Without prejudice to the application of article L.212-1 of the Code of Internal Security, associations or de facto groupings which take part in the commission of acts involving a serious threat to public order or whose activities facilitate or incite to such commission shall be dissolved by decree of the Council of Ministers.

The maintenance or reconstitution of an association or grouping dissolved in application of this article or the organization of such maintenance or reconstitution shall be punishable as specified in articles 431-15 and 431-17 to 431-21 of the Penal Code.

Notwithstanding article 14 of this Act, measures taken on the basis of this article shall not cease to produce their effects at the end of the state of emergency.

In order to prevent actions to maintain or reconstitute associations or groupings dissolved in application of this article, the intelligence services mentioned in article L. 811-2 of the Code of Internal Security and the services designated by the decree of the Council of State mentioned in article L. 811-4 of that Code may use intelligence techniques in the conditions specified in book VIII of that Code.

Article 7 (deleted)

Amended by Act No. 2013-403 of 17 May 2013 – art. 1 (V)

Deleted by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

Article 8

Amended by Act No. 2011-525 of 17 May 2011 – art. 176 (V)

The Minister of the Interior, for the entire territory covered by the state of emergency, and the Prefect, in the department, may order the temporary closure of performance venues, establishments serving drinks and meeting places of any kind in the areas determined by the decree mentioned in article 2.

Meetings likely to cause or foster disorder may also be prohibited, in general or in particular.

Article 9

Amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

The administrative authorities designated in article 8 may order the surrender of weapons and ammunition held or acquired legally in categories A to C as well as those requiring registration under category D, defined in article L. 311-2 of the Code of Internal Security. The representative of the State in the department may also, for reasons of public order, take an individual decision on surrender of weapons.

A receipt shall be issued for weapons surrendered pursuant to the first paragraph of this article. They shall be returned to their owner in the condition in which they were surrendered.

Article 10

Amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

The declaration of a state of emergency shall be added to the instances specified in article L. 1111-2 of the Code of Defence in which searches may be performed in the conditions specified in Book II of Part Two of that Code.

Article 11

Amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

I. – The decree declaring or the act extending the state of emergency may include a specific provision authorizing the administrative authorities mentioned in article 8 to order searches anywhere, including in homes, day and night, except in a place used for the exercise of a parliamentary mandate or for the professional activity of lawyers, members of the judiciary or journalists, when there are serious reasons to believe that the place is frequented by a person whose behaviour poses a threat to security and public order.

The decision ordering a search shall specify the place and time of the search. The Public Prosecutor having territorial jurisdiction shall be informed promptly of this decision. The search shall be conducted in the presence of a senior law enforcement officer having territorial jurisdiction. It may be conducted only if the occupant or, if that is not possible, the occupant's representative or two witnesses are present.

Access may be obtained through a computer system or terminal equipment present at the site of the search to data stored on that system or equipment or on another computer system or terminal equipment, provided that such data are accessible from or available to the initial system. Data accessible in the conditions specified in this article may be copied to any medium.

The search shall be the subject of a report transmitted promptly to the Public Prosecutor.

When an offence is detected, the law enforcement officer shall prepare an official record, seize any necessary evidence and report promptly to the Public Prosecutor.

This section I shall be applicable only in the areas specified by the decree mentioned in article 2.

II. – The Minister of the Interior may take any measure to interrupt any online public announcement inciting to or advocating the commission of acts of terrorism.

Article 12 (deleted)

Amended by Act No. 55-1080 1955-08-07 art. 1 Official Journal 14 August 1955

Amended by Act No. 2000-516 of 15 June 2000 – art. 83 Official Journal 16 June 2000

Deleted by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

Article 13

Amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

Violations of articles 5, 8 and 9 shall be punishable by six months' imprisonment and a fine of €7,500.

Violations of the first paragraph of article 6 shall be punishable by three years' imprisonment and a fine of €45,000.

Violations of the second and the last five paragraphs of article 6 shall be punishable by one year's imprisonment and a fine of €15,000.

The measures prescribed may be executed *ex officio*, by administrative authority, notwithstanding the existence of these penal provisions.

Article 14

Amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 –art. 4

The measures taken in application of this Act shall cease to have effect when the state of emergency ends.

Article 14-1

Inserted by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 4

With the exception of the penalties provided in article 13, the measures taken on the basis of this Act shall be subject to review by the administrative judge in the conditions established by the Code of Administrative Justice and in particular its book V.

TITLE II

Article 15 (deleted)

Deleted by Act No. 2011-525 of 17 May 2011 – art. 176 (V)

Article 15

Amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 5

This Act, as amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 extending the application of Act No. 55-385 of 3 April 1955 concerning the state of emergency and enhancing the effectiveness of its provisions, shall be applicable throughout the territory of the Republic.

Article 16 (deleted)

Deleted by Act No. 2011-525 of 17 May 2011 – art. 176 (V)

Article 17

Amended by Act No. 2015-1501 of 20 November 2015 – art. 6

For the application of this Act:

a) Mayotte:

1. The reference to the department shall be replaced by a reference to Mayotte;
2. The reference to the Prefect shall be replaced by a reference to the representative of the State in Mayotte;
3. In article 5, the words “whose department is entirely or partly included in a division mentioned in article 2” shall be replaced by the words “when Mayotte is entirely or partly included in a division mentioned in article 2”;

b) Saint Barthélemy:

1. The reference to the department shall be replaced by a reference to Saint Barthélemy;
2. The reference to the Prefect shall be replaced by a reference to the representative of the State in Saint Barthélemy;
3. (Deleted)
4. In article 5, the words “whose department is entirely or partly included in a division mentioned in article 2” shall be replaced by the words “when Saint Barthélemy is entirely or partly included in a division mentioned in article 2”;

c) Saint Martin:

1. The reference to the department shall be replaced by a reference to Saint Martin;
2. The reference to the Prefect shall be replaced by a reference to the representative of the State in Saint Martin;

3. (Deleted)

4. In article 5, the words “whose department is entirely or partly included in a division mentioned in article 2” shall be replaced by the words “when Saint Martin is entirely or partly included in a division mentioned in article 2”;

d) Saint Pierre and Miquelon:

1. The reference to the department shall be replaced by a reference to Saint Pierre and Miquelon;

2. (Deleted)

3. In article 5 the words “to the Prefect whose department is entirely or partly included in a division mentioned in article 2” shall be replaced by the words “to the Prefect of Saint Pierre and Miquelon, when Saint Pierre and Miquelon is entirely or partly included in a division mentioned in article 2”;

e) Wallis and Futuna Islands:

1. The reference to the department shall be replaced by a reference to the Wallis and Futuna Islands;

2. The reference to the Prefect shall be replaced by a reference to the Senior Administrator of the Wallis and Futuna Islands;

3. (Deleted)

4. In article 5, the words “whose department is entirely or partly included in a division mentioned in article 2” shall be replaced by the words “when the Wallis and Futuna Islands are entirely or partly included in a division mentioned in article 2”;

f) French Polynesia:

1. The reference to the department shall be replaced by a reference to French Polynesia;

2. The reference to the Prefect shall be replaced by a reference to the High Commissioner of the Republic in French Polynesia;

3. (Deleted)

4. In article 5, the words “whose department is entirely or partly included in a division mentioned in article 2” shall be replaced by the words “when French Polynesia is entirely or partly included in a division mentioned in article 2”;

g) New Caledonia:

1. The reference to the department shall be replaced by a reference to New Caledonia;

2. The reference to the Prefect shall be replaced by a reference to the High Commissioner of the Republic in New Caledonia;

3. (Deleted)

4. In article 5 the words “whose department is entirely or partly included in a division mentioned in article 2” shall be replaced by the words “when New Caledonia is entirely or partly included in a division mentioned in article 2”.

By the President of the Republic:

RENE COTY.

The President of the Council of Ministers, EDGAR FAURE.

The Minister-Delegate to the Presidency of the Council, GASTON PALEWSKI.

The Keeper of the Seals and Minister of Justice, SCHUMAN.

The Minister for Foreign Affairs, ANTOINE PINAY.

The Minister of the Interior, MAURICE BOURGE-MAUNOURY.

The Minister of National Defence and Armed Forces, PIERRE KOENIG.

The Minister of Finance and Economic Affairs, PIERRE PFLIMLIN.
The Minister of Public Works, Transport and Tourism, EDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.
The Minister of Industry and Commerce, ANDRE MORICE.
The Minister of Agriculture, JEAN SOURBET.
The Minister of Public Health and Population, BERNARD LAFAY.
The Minister of the Merchant Navy, PAUL ANTIER.
The Minister of Post, Telegraph and Telephone Services, EDOUARD BONNEFOUS.

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 4 (3)

Peru

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 9 November 2015

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 9 November 2015

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4

Pérou

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 9 novembre 2015

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 9 novembre 2015

[TEXT IN SPANISH – TEXTE EN ESPAGNOL]

Misión Permanente del Perú
ante las Naciones Unidas

Permanent Mission of Peru to
the United Nations

7-1-SG/54

La Misión Permanente del Perú ante las Naciones Unidas presenta sus atentos saludos a la Secretaría General de las Naciones Unidas – Sección de Tratados de la Oficina de Asuntos Jurídicos, y en cumplimiento de lo dispuesto por el Artículo 4º del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos tiene a honra informar que, mediante Decreto Supremo N° 047-2015-PCM publicado el pasado 16 de julio de 2015, cuya copia se acompaña, se prorrogó por sesenta días, a partir del 19 de julio de 2015 el Estado de Emergencia declarado en las provincias de Huanta y La Mar del departamento de Ayacucho; en la provincia de Tayacaja del departamento de Huancavelica; en los distritos de Kimbiri, Pichari y Vilcabamba, Inkawasi y Villa Virgen de la provincia de La Convención del departamento del Cusco; en la provincia de Satipo; en los distritos de Andamarca y Comas, de la provincia de Concepción; y, en los distritos de Santo Domingo de Acobamba y Pariahuanca, de la provincia de Huancayo del departamento de Junín.

Cabe recordar que oportunamente esta Misión Permanente ha cumplido con informar a esa Secretaría General sobre prórrogas anteriores al Estado de Emergencia en las localidades indicadas, habiendo sido la última comunicada mediante Nota 7-1-SG/44, de fecha 5 de agosto de 2015.

Durante el Estado de Emergencia quedan suspendidos los derechos relativos a la libertad y seguridad personales, la inviolabilidad de domicilio y la libertad de reunión y de tránsito en el territorio, contemplados en los incisos 9, 11, 12 y 24(f) del Artículo 2º de la Constitución Política del Perú, y en los Artículos 17º, 12º, 21º y 9º del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos, respectivamente, con el motivo de consolidar la pacificación de la zona y del país.

La Misión Permanente del Perú ante las Naciones Unidas aprovecha la oportunidad para renovar a la Secretaría General de las Naciones Unidas las seguridades de su más alta y distinguida consideración.

Nueva York, 5 de agosto de 2015

Prorrogan Estado de Emergencia en las provincias de Huanta y La Mar del departamento de Ayacucho; en la provincia de Tayacaja del departamento de Huancavelica; en los distritos de Kimbiri, Pichari, Vilcabamba, Inkawasi y Villa Virgen de la provincia de La Convención del departamento del Cusco; en la provincia de Satipo; en los distritos de Andamarca y Comas, de la provincia de Concepción; y en los distritos de Santo Domingo de Acobamba y Pariahuanca, de la provincia de Huancayo del departamento de Junín

**DECRETO SUPREMO
N° 047-2015-PCM**

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA

CONSIDERANDO:

Que, mediante Decreto Supremo N° 035-2015-PCM publicado el 15 de mayo de 2015, se prorrogó por el término de sesenta (60) días calendario, a partir del 20 de mayo de 2015, el Estado de Emergencia en las provincias de Huanta y La Mar del departamento de Ayacucho; en la provincia de Tayacaja del departamento de Huancavelica; en los distritos de Kimbiri, Pichari, Vilcabamba, Inkawasi y Villa Virgen de la provincia de La Convención del departamento del Cusco; en la provincia de Satipo; en los distritos de Andamarca y Comas, de la provincia de Concepción; y, en los distritos de Santo Domingo de Acobamba y Pariahuanca, de la provincia de Huancayo del departamento de Junín.

Que, estando por vencer el plazo de vigencia del Estado de Emergencia, referido en el considerando precedente, y de acuerdo con lo manifestado por el Jefe del Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas mediante el Oficio N° 452 JCCFFAA/SG de fecha 01 de julio de 2015, aún subsisten las condiciones que determinaron la declaratoria del Estado de Emergencia en las provincias y distritos indicados; por lo que es necesario prorrogar el mismo, a fin que la presencia de las Fuerzas Armadas, con su acertado accionar, permita que la población se identifique con los fines u objetivos que busca el Gobierno Nacional, esto es, la consolidación de la pacificación de la zona y del país;

Que, el numeral 1) del artículo 137° de la Constitución Política del Perú, establece que la prórroga del Estado de Emergencia requiere de un nuevo Decreto Supremo; así como que en Estado de Emergencia las Fuerzas Armadas asumen el control del orden interno si así lo dispone el Presidente de la República;

Que, mediante Decreto Legislativo N° 1095, se estableció el marco legal que regula los principios, formas, condiciones y límites para el empleo y uso de la fuerza por parte de las Fuerzas Armadas en zonas declaradas en Estado de Emergencia, en cumplimiento de su función constitucional, mediante el empleo de su potencialidad y capacidad coercitiva para la protección de la sociedad, en defensa del Estado de Derecho y a fin de asegurar la paz y el orden interno en el territorio nacional;

Que, el numeral 4.14 del artículo 4° del Decreto Legislativo N° 1136, Decreto Legislativo del Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas, dispone que el Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas tiene entre sus funciones, asumir el Comando Único de las Fuerzas Armadas y Policía Nacional, cuando el Presidente de la República declare el estado de emergencia con el control del orden interno a cargo de las Fuerzas Armadas;

Que, el artículo 1° del Decreto Supremo N° 004-2013-DE de fecha 21 de junio de 2013, precisa los alcances de Comando en acciones u operaciones militares en zonas declaradas en Estado de Emergencia, en los casos en que las Fuerzas Armadas asumen el control del orden interno, disponiendo que la planificación, organización, dirección y conducción de las acciones u operaciones militares serán ejecutadas bajo un Comando Unificado, a cargo del respectivo Comando Operacional de las Fuerzas Armadas, al cual se integrará la Policía Nacional, de acuerdo a las disposiciones y directivas que emita el Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas;

De conformidad con lo establecido en los numerales 4) y 14) del artículo 118° de la Constitución Política del Perú; y,

Con el voto aprobatorio del Consejo de Ministros y con cargo a dar cuenta al Congreso de la República.

DECRETA:

Artículo 1°.- Prórroga de Estado de Emergencia

Prorrogar por el término de sesenta (60) días calendario, a partir del 19 de julio de 2015, el Estado de Emergencia en las provincias de Huanta y La Mar del departamento de Ayacucho; en la provincia de Tayacaja del departamento de Huancavelica; en los distritos de Kimbiri, Pichari, Vilcabamba, Inkawasi y Villa Virgen de la provincia de La Convención del departamento del Cusco; en la provincia de Satipo; en los distritos de Andamarca y Comas, de la provincia de Concepción; y, en los distritos de Santo Domingo de Acobamba y Pariahuanca, de la provincia de Huancayo del departamento de Junín.

Artículo 2°.- Suspensión del ejercicio de Derechos Constitucionales

Durante el Estado de Emergencia a que se refiere el artículo anterior y en las circunscripciones señaladas en el mismo, quedan suspendidos los derechos constitucionales relativos a la libertad y seguridad personales, la

inviolabilidad de domicilio y la libertad de reunión y de tránsito en el territorio, comprendidos en los incisos 9), 11), 12) y 24), apartado f) del artículo 2º de la Constitución Política del Perú.

Artículo 3º.- Control del Orden Interno

Disponer que las Fuerzas Armadas asuman el control del Orden Interno en tanto dure el Estado de Emergencia declarado en el artículo 1º del presente Decreto Supremo.

La Policía Nacional del Perú contribuirá al logro de dicho objetivo en los departamentos, provincias y distritos declarados en Estado de Emergencia.

Artículo 4º.- De la Intervención

La intervención de las Fuerzas Armadas se efectuará conforme a lo dispuesto en el Decreto Legislativo Nº 1095, que establece las reglas de empleo y uso de la fuerza por parte de las Fuerzas Armadas en el territorio nacional.

Artículo 5º.- Comando Unificado

Disponer que el Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas asuma el Comando Unificado de las Fuerzas Armadas y Policía Nacional, en los departamentos, provincias y distritos indicados en el artículo 1º del presente Decreto Supremo, conforme a lo dispuesto en el Decreto Legislativo Nº 1136, Decreto Legislativo del Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas, así como en el Decreto Supremo Nº 004-2013-DE, que precisa los alcances de Comando en acciones y operaciones militares en zonas declaradas en Estado de Emergencia, en los casos en que las Fuerzas Armadas asumen el control del orden interno.

Artículo 6º.- Refrendo

El presente Decreto Supremo será refrendado por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Defensa, el Ministro del Interior y el Ministro de Justicia y Derechos Humanos.

Dado en la Casa de Gobierno, en Lima, a los quince días del mes de julio del año dos mil quince.

OLLANTA HUMALA TASSO
Presidente de la República

PEDRO CATERIANO BELLIDO
Presidente del Consejo de Ministros

JAKKE VALAKIVI ÁLVAREZ
Ministro de Defensa

JOSÉ LUIS PÉREZ GUADALUPE
Ministro del Interior

GUSTAVO ADRIANZÉN OLAYA
Ministro de Justicia y Derechos Humanos

[TRANSLATION – TRADUCTION]

The Permanent Mission of Peru to the United Nations presents its compliments to the Treaty Section of the Office of Legal Affairs, United Nations Secretariat, and, in accordance with article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights, has the honour to inform it that, by Supreme Decree No. 047-2015-PCM, issued on 16 July 2015 (copy attached), the state of emergency declared in the Provinces of Huanta and La Mar, Department of Ayacucho; the Province of Tayacaja, Department of Huancavelica; in the Districts of Kimbiri, Pichari, Vilcabamba, Inkawasi and Villa Virgen in the Province of La Convención, Department of Cusco; in the Province of Satipo; and in the Districts of Andamarca and Comas in the Province of Concepción, and in the Districts of Santo Domingo de Acobamba and Pariahuanca in the Province of Huancayo, Department of Junin, has been extended for 60 days, with effect from 19 July 2015.

The Permanent Mission has duly reported to the Secretariat previous extensions of the state of emergency in the aforementioned places, the most recent communication being note No. 7-1-SG/44 of 5 August 2015.

During the state of emergency, the rights relating to liberty and security of person, inviolability of the home, freedom of assembly and freedom of movement within the territory, recognized in article 2, paragraphs 9, 11, 12 and 24 (f) of the Political Constitution of Peru, and in articles 17, 12, 21 and 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights, respectively, are suspended in order to consolidate peace in the area and in the country as a whole.

The Permanent Mission of Peru to the United Nations takes this opportunity to convey to the United Nations Secretariat the renewed assurances of its highest consideration.

New York, 5 August 2015

Extension of the state of emergency in the Provinces of Huanta and La Mar, Department of Ayacucho; the Province of Tayacaja, Department of Huancavelica; in the Districts of Kimbiri, Pichari, Vilcabamba, Inkawasi and Villa Virgen in the Province of La Convención, Department of Cusco; in the Province of Satipo; in the Districts of Andamarca and Comas in the Province of Concepción, and in the Districts of Santo Domingo de Acobamba and Pariahuanca in the Province of Huancayo, Department of Junín

Supreme Decree No. 047-2015-PCM

The President of the Republic

Considering:

That, by Supreme Decree No. 035-2015-PCM, issued on 15 May 2015, the state of emergency in the Provinces of Huanta and La Mar, Department of Ayacucho; in the Province of Tayacaja, Department of Huancavelica; in the Districts of Kimbiri, Pichari, Vilcabamba, Inkawasi and Villa Virgen in the Province of La Convención, Department of Cusco; in the Province of Satipo; in the Districts of Andamarca and Comas in the Province of Concepción, and in the Districts of Santo Domingo de Acobamba and Pariahuanca in the Province of Huancayo, Department of Junín, was extended for a period of sixty (60) calendar days, with effect from 20 May 2015;

That, while the state of emergency referred to in the preceding paragraph is about to expire, and the Chief of the Joint Command of the Armed Forces has reported, in note No. 452 JCCFFAA/SG of 1 July 2015, that the circumstances that gave rise to the declaration of a state of emergency in the above-mentioned provinces and districts still prevail, it is therefore necessary to extend the state of emergency, in order to enable the population, through the presence and appropriate action of the armed forces, to identify with the ends or objectives sought by the national Government, namely the consolidation of peace in the area and in the country as a whole;

That article 137, paragraph 1, of the Political Constitution of Peru provides that the extension of a state of emergency requires a new decree and that, if the President of the Republic so orders, the armed forces shall maintain public order during a state of emergency;

That Legislative Decree No. 1095 established the legal framework governing the principles, forms, conditions and limits concerning the use of force by the armed forces when discharging their constitutional duties by using their powers and enforcement capabilities to protect society, defend the rule of law and maintain peace and public order within the national territory in areas in which a state of emergency has been declared;

That article 4, paragraph 4.14, of Legislative Decree No. 1136, the Legislative Decree of the Joint Command of the Armed Forces, provides that the Joint Command of the Armed Forces shall, among other functions, assume the Unified Command of the Armed Forces and the National Police when the President of the Republic declares a state of emergency and places the armed forces in charge of maintaining public order;

That article 1 of Supreme Decree No. 004-2013-DE of 21 June 2013 stipulates the scope of the Command in respect of military actions or operations in areas in which a state of emergency has been declared, in cases where the armed forces are responsible for maintaining public order, and provides

that the planning, organization, leadership and conduct of military actions or operations shall be carried out under a Unified Command, led by the respective Operational Command of the Armed Forces, which shall incorporate the National Police, in accordance with the provisions and orders issued by the Joint Command of the Armed Forces;

In accordance with article 118, paragraphs 4 and 14, of the Political Constitution of Peru; and

With the approval of the Council of Ministers and subject to notification of the Congress of the Republic;

Hereby decrees:

Article 1: Extension of the state of emergency

The state of emergency in the Provinces of Huanta and La Mar, Department of Ayacucho; the Province of Tayacaja, Department of Huancavelica; in the Districts of Kimbiri, Pichari, Vilcabamba, Inkawasi and Villa Virgen in the Province of La Convención, Department of Cusco; in the Province of Satipo; in the Districts of Andamarca and Comas in the Province of Concepción, and the Districts of Santo Domingo de Acobamba and Pariahuanca in the Province of Huancayo, Department of Junín, is hereby extended for a period of sixty (60) calendar days, with effect from 19 July 2015.

Article 2: Suspension of constitutional rights

During the state of emergency and in the locations referred to in the preceding article, the constitutional rights relating to liberty and security of person, inviolability of the home and freedom of assembly and of movement within the territory, recognized in article 2, paragraphs 9, 11, 12 and 24 (f), of the Political Constitution of Peru, shall be suspended.

Article 3: Maintenance of public order

The armed forces shall be responsible for maintaining public order during the state of emergency declared in article 1 hereof.

The National Police of Peru shall contribute to the achievement of that objective in the departments, provinces and districts in which a state of emergency has been declared.

Article 4: Parameters of action

The armed forces shall act in accordance with Legislative Decree No. 1095, which regulates the use of force by the armed forces in the national territory.

Article 5: Unified Command

The Joint Command of the Armed Forces shall assume the Unified Command of the Armed Forces and the National Police in the departments, provinces and districts referred to in article 1 hereof, in accordance with Legislative Decree No. 1136, the Legislative Decree of the Joint Command of the Armed Forces, and Supreme Decree No. 004-2013-DE, which stipulates the scope of the Command in respect of military actions or operations in areas in which a state of emergency has been declared, in

cases where the armed forces are responsible for maintaining public order.

Article 6: Endorsement

The present Supreme Decree shall be endorsed by the President of the Council of Ministers, the Minister of Defence, the Minister of the Interior and the Minister of Justice and Human Rights.

Done at Government House, Lima, on 15 July 2015.

Ollanta Humala Tasso
Constitutional President of the Republic

Pedro Cateriano Bellido
President of the Council of Ministers

Jakke Valakivi Álvarez
Minister of Defence

José Luis Pérez Guadalupe
Minister of the Interior

Gustavo Adrianzén Olaya
Minister of Justice and Human Rights

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Section des traités du Bureau des affaires juridiques (Secrétariat de l'Organisation) et, en application des dispositions de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a l'honneur de l'informer que le décret suprême no 047-2015-PCM publié le 16 juillet 2015 dernier, dont le texte est joint, proroge l'état d'urgence pour une durée de soixante jours commençant le 19 juillet 2015 dans les provinces de Huanta et de La Mar (département d'Ayacucho), dans la province de Tayacaja (département de Huancavelica), dans les districts de Kimbiri, de Pichari, de Vilcabamba, d'Inkawasi et de Villa Virgen de la province de La Convención (département de Cusco), dans la province de Satipo, dans les districts d'Andamarca et de Comas de la province de Concepción, et dans les districts de Santo Domingo de Acobamba et de Pariahuanca de la province de Huancayo (département de Junín).

Il convient de rappeler que la Mission permanente a dûment informé le Secrétariat des précédentes prorogations de l'état d'urgence dans les lieux indiqués, la dernière communication en la matière résultant de la note 7-1-SG/44, en date du 5 août 2015.

Est suspendu, pendant la durée de l'état d'urgence et afin de consolider la pacification de la zone considérée et du pays, l'exercice des droits relatifs à la liberté et à la sécurité de la personne, à l'inviolabilité du domicile et à la liberté de réunion et de circulation sur le territoire, consacrés aux paragraphes 9, 11, 12 et 24 f) de l'article 2 de la Constitution politique du Pérou et aux articles 17, 12, 21 et 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat général de l'Organisation les assurances de sa très haute considération.

New York, le 5 août 2015

Prorogation de l'état d'urgence dans les provinces de Huanta et de La Mar (département d'Ayacucho), dans la province de Tayacaja (département de Huancavelica), dans les districts de Kimbiri, de Pichari, de Vilcabamba, d'Inkawasi et de Villa Virgen de la province de La Convención (département de Cusco), dans la province de Satipo, dans les districts d'Andamarca et de Comas de la province de Concepción, et dans les districts de Santo Domingo de Acobamba et de Pariahuanca de la province de Huancayo (département de Junín)

Décret suprême no 047-2015-PCM

Le Président de la République,

Considérant :

Que, par décret suprême n° 035-2015-PCM du 15 mai 2015, l'état d'urgence a été prorogé pour une durée de soixante (60) jours calendaires commençant le 20 mai 2015 dans les provinces de Huanta et de La Mar (département d'Ayacucho), dans la province de Tayacaja (département de Huancavelica), dans les districts de Kimbiri, de Pichari, de Vilcabamba, d'Inkawasi et de Villa Virgen de la province de La Convención (département de Cusco), dans la province de Satipo, dans les districts d'Andamarca et de Comas de la province de Concepción, et dans les districts de Santo Domingo de Acobamba et de Pariahuanca de la province de Huancayo (département de Junín);

Qu'alors que le délai d'application de l'état d'urgence mentionné à l'alinéa précédent vient à expiration, que, selon la communication 452 JCCFFAA/SG du chef de l'état-major interarmées, en date du 1er juillet 2015, les circonstances ayant dicté la proclamation de l'état d'urgence dans les provinces et districts précités persistent, et qu'il y a donc lieu de le proroger afin de permettre aux forces armées péruviennes de faire le nécessaire pour favoriser l'adhésion de la population aux buts et objectifs recherchés par le Gouvernement central, à savoir la consolidation de la paix dans la zone considérée et dans le pays;

Qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 137 de la Constitution politique du Pérou, l'état d'urgence se proroge par décret suprême, les forces armées devant pourvoir au maintien de l'ordre public pendant la durée de l'état d'urgence si le Président de la République en décide ainsi;

Que le décret législatif n°1095 définit les principes, formes, conditions et limites de l'emploi de la force par les forces armées dans les zones sous régime d'état d'urgence, la force coercitive devant être mise au service de l'exécution de leur mission constitutionnelle de protection de la société, de sauvegarde de l'état de droit et de maintien de la paix et de l'ordre public sur le territoire national;

Qu'aux termes du paragraphe 4.14 de l'article 4 du décret législatif n°1136 portant commandement unifié des forces armées l'état-major interarmées est chargé, entre autres fonctions, d'assurer le commandement unifié des forces armées et de la police nationale lorsque le Président de la République décrète l'état d'urgence et confie la mission de maintien de l'ordre public aux forces armées;

Qu'il résulte de l'article premier du décret suprême n° 004-2013-DE, en date du 21 juin 2013, sur le commandement des actions et opérations militaires dans les zones sous régime d'état d'urgence, que lorsque la mission de maintien de l'ordre public est confiée aux forces armées, la planification, l'organisation, la direction et la conduite desdites actions et opérations relève d'un commandement unifié, confié à l'état-major opérationnel des forces armées compétent, auquel sera intégré la police nationale, agissant sous les ordres de l'état-major interarmées;

Conformément aux dispositions énoncées aux paragraphes 4 et 14 de l'article 118 de la Constitution politique du Pérou; et,

Après avis favorable du Conseil des ministres, le Congrès de la République devant en être informé;

Décète :

Article premier – Prorogation de l'état d'urgence

Est prorogé pour une durée de soixante (60) jours calendaires commençant le 19 juillet 2015 l'état d'urgence déclaré dans les provinces de Huanta et de La Mar (département d'Ayacucho), dans la province de Tayacaja (département de Huancavelica), dans les districts de Kimbiri, de Pichari de Vilcabamba, d'Inkawasi et de Villa Virgen de la province de La Convención (département de Cusco), dans la province de Satipo, dans les districts d'Andamarca et de Comas de la province de Concepción, et dans les districts de Santo Domingo de Acobamba et de Pariahuanca de la province de Huancayo (département de Junín).

Article 2 – Suspension de l'exercice des droits constitutionnels

Est suspendu, pendant l'état d'urgence déclaré à l'article premier et dans les circonscriptions y visées, l'exercice des droits constitutionnels relatifs à la liberté et à la sécurité de la personne, à l'inviolabilité du domicile et à la liberté de réunion et de circulation sur le territoire, garantis aux paragraphes 9, 11, 12 et 24 f) de l'article 2 de la Constitution politique du Pérou.

Article 3 – Maintien de l'ordre public

Les forces armées assurent, avec le concours de la police nationale, le maintien de l'ordre public dans les départements, provinces et districts visés pendant la durée de l'état d'urgence prorogé à l'article premier.

Article 4 – De l'intervention

L'intervention des forces armées obéit aux conditions prévues par le décret législatif n°1095 portant réglementation de l'emploi de la force par les forces armées sur le territoire national.

Article 5 – Commandement unifié

L'état-major interarmées assure le commandement unifié des forces armées et de la police nationale dans les départements, provinces et districts visés à l'article premier, conformément aux dispositions du décret législatif n°1136 portant commandement unifié des forces armées et du décret suprême n°004-2013-DE portant commandement des actions et opérations militaires dans les zones sous régime d'état d'urgence lorsque la mission de maintien de l'ordre public est confiée aux forces armées.

Article 6 – Contreseing

Le présent décret suprême est contresigné par le Président du Conseil des ministres, le Ministre de la défense, le Ministre de l'intérieur et le Ministre de la justice et des droits de l'homme.

Fait au Palais présidentiel, à Lima, le quinze juillet deux mil quinze.

Le Président de la République,
Ollanta Humala Tasso

Le Président du Conseil des ministres,
Pedro Cateriano Bellido

Le Ministre de la défense,
Jakke Valakivi Álvarez

Le Ministre de l'intérieur,
José Luis Pérez Guadalupe

Le Ministre de la justice et des droits de l'homme,
Gustavo Adrianzén Olaya

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 4 (3)

Peru

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 9 November 2015

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 9 November 2015

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4

Pérou

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 9 novembre 2015

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 9 novembre 2015

[TEXT IN SPANISH – TEXTE EN ESPAGNOL]

Misión Permanente del Perú
ante las Naciones Unidas

Permanent Mission of Peru to
the United Nations

7-1-SG/ 55

La Misión Permanente del Perú ante las Naciones Unidas presenta sus atentos saludos a la Secretaría General de las Naciones Unidas – Sección de Tratados de la Oficina de Asuntos Jurídicos, y en cumplimiento de lo dispuesto por el Artículo 4º del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos tiene a honra informar que, mediante Decreto Supremo N° 046-2015-PCM publicado el pasado 16 de julio, cuya copia se acompaña, se prorrogó por sesenta días, a partir del 19 de julio de 2015, el Estado de Emergencia declarado en los distritos de Ramón Castilla y Yavarí, de la provincia de Mariscal Ramón Castilla, departamento de Loreto.

Cabe recordar que oportunamente esta Misión Permanente ha cumplido con informar a esa Secretaría General sobre prórrogas anteriores al Estado de Emergencia en las localidades indicadas, habiendo sido la última comunicada mediante Nota 7-1-SG/45, de fecha 5 de agosto de 2015.

Durante el Estado de Emergencia quedan suspendidos los derechos relativos a la libertad y seguridad personales, la inviolabilidad de domicilio y la libertad de reunión y de tránsito en el territorio, contemplados en los incisos 9, 11, 12 y 24(f) del Artículo 2º de la Constitución Política del Perú, y en los Artículos 17º, 12º, 21º y 9º del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos, respectivamente, con el motivo de consolidar la pacificación de la zona y del país.

La Misión Permanente del Perú ante las Naciones Unidas aprovecha la oportunidad para renovar a la Secretaría General de las Naciones Unidas las seguridades de su más alta y distinguida consideración.

Nueva York, 6 de noviembre de 2015

**Prórroga de Estado de Emergencia
declarado en los distritos de Ramón Castilla
y Yavarí, de la provincia de Mariscal Ramón
Castilla, departamento de Loreto**

**DECRETO SUPREMO
N° 046-2015-PCM**

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA

CONSIDERANDO:

Que, el artículo 44 de la Constitución Política del Perú prevé que son deberes primordiales del Estado garantizar la plena vigencia de los derechos fundamentales, proteger a la población de las amenazas contra su seguridad y promover el bienestar general que se fundamenta en la justicia y en el desarrollo integral y equilibrado de la Nación;

Que, es obligación del Gobierno Constitucional garantizar el derecho de los ciudadanos al orden, a la tranquilidad pública, al adecuado funcionamiento de los servicios básicos y al normal abastecimiento de viveres y medicinas;

Que, las operaciones policiales antidrogas ejecutadas por la Policía Nacional del Perú y sus pares de Colombia y Brasil, dan cuenta del incremento del tráfico ilícito de drogas en las zonas fronterizas tripartitas, principalmente en el ámbito de Putumayo (Angusilla, Gueppi y El Estrecho), y también en el Bajo Amazonas (Caballococha, Santa Rosa y Valle del Yavarí), provincia de Mariscal Ramón Castilla, departamento de Loreto; donde se han producido ataques a las fuerzas del orden por parte de las organizaciones criminales que operan en dichas zonas, causando en muchos casos el deceso de miembros de la Policía Nacional del Perú;

Que, de acuerdo a lo informado por las dependencias especializadas de la Policía Nacional del Perú, se ha incrementado la incautación de drogas, insumos químicos y hallazgos de laboratorios de procesamiento de drogas y cocaína en las circunscripciones antes citadas, debido a una importante concentración de cultivos ilegales de coca en los poblados ubicados en estas zonas;

Que, mediante Decreto Supremo N° 015-2015-PCM, publicado en el Diario Oficial El Peruano el 20 de marzo de 2015, se declaró por el término de sesenta (60) días calendario el Estado de Emergencia en los distritos de Ramón Castilla y Yavarí de la provincia de Mariscal Ramón Castilla, departamento de Loreto;

Que, mediante Decreto Supremo N° 036-2015-PCM se prorrogó el Estado de Emergencia por el término de sesenta (60) días calendario, a partir del 20 de mayo de 2015, en los distritos mencionados precedentemente;

Que, con Informe N° 039-2015-DIRNOP-REGPOL-LORETO/EM-UNIPLAD, el Jefe de la Región Policial Loreto recomienda que se prorrogue el Estado de Emergencia declarado en los distritos de Ramón Castilla y Yavarí de la provincia de Mariscal Ramón Castilla, departamento de Loreto, a fin de continuar combatiendo de manera efectiva el tráfico ilícito de drogas y reducir el espacio cocallero ilegal, así como reducir los índices de criminalidad vinculados al desarrollo de las actividades de producción, transporte y comercialización de drogas ilícitas, con el propósito de lograr los objetivos trazados por el Gobierno Central, relacionados con la consolidación de la pacificación de dichas zonas y del país, y el desarrollo de cultivos alternativos para sustituir la economía basada en el sembrío ilegal de la hoja de coca;

Que, la lucha contra el tráfico ilícito de drogas constituye una política de Estado en el Perú, por ser una amenaza a la seguridad y al tener efectos devastadores en lo social, económico, medio ambiental y político;

Que, el numeral 1) del artículo 137 de la Constitución Política del Perú establece que la prórroga del Estado de Emergencia requiere nuevo Decreto;

De conformidad con lo establecido en los numerales 4) y 14) del artículo 118, el numeral 1) del artículo 137 de la Constitución Política del Perú, y los literales b) y d) del numeral 2) del artículo 4 de la Ley N° 29158, Ley Orgánica del Poder Ejecutivo; y,

Con el voto aprobatorio del Consejo de Ministros, y con cargo a dar cuenta al Congreso de la República;

DECRETA:

Artículo 1.- Prórroga del Estado de Emergencia

Prorrogar el Estado de Emergencia por el término de sesenta (60) días calendario, a partir del 19 de julio de 2015, en los distritos de Ramón Castilla y Yavarí, de la provincia de Mariscal Ramón Castilla, del departamento de Loreto. La Policía Nacional del Perú mantendrá el control del orden interno con el apoyo de las Fuerzas Armadas.

Artículo 2.- Suspensión del ejercicio de Derechos Constitucionales

Durante la prórroga del Estado de Emergencia a que se refiere el artículo anterior y en las circunscripciones señaladas en el mismo, quedan suspendidos los derechos constitucionales relativos a la libertad y seguridad personales, la inviolabilidad de domicilio y la libertad de reunión y de tránsito en el territorio, comprendidos en los incisos 9), 11), 12) y 24) apartado f) del artículo 2 de la Constitución Política del Perú.

Artículo 3.- Refrendo

El presente Decreto Supremo será refrendado por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Defensa, el Ministro de Interior y el Ministro de Justicia y Derechos Humanos.

Dado en la Casa de Gobierno, en Lima, a los quince días del mes de julio del año dos mil quince.

OLLANTA HUMALA TASSO
Presidente de la República

PEDRO CATERIANO BELLIDO
Presidente del Consejo de Ministros

JAKKE VALAKIVI ÁLVAREZ
Ministro de Defensa

JOSÉ LUIS PÉREZ GUADALUPE
Ministro del Interior

GUSTAVO ADRIANZÉN OLAYA
Ministro de Justicia y Derechos Humanos

[TRANSLATION – TRADUCTION]

The Permanent Mission of Peru to the United Nations presents its compliments to the Treaty Section of the Office of Legal Affairs, United Nations Secretariat, and, in accordance with article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights, has the honour to inform it that, by Supreme Decree No. 046-2015-PCM, issued on 16 July 2015 (copy attached), the state of emergency declared in the Districts of Ramón Castilla and Yavari in the Province of Mariscal Ramón Castilla, Department of Loreto, was extended for 60 days, with effect from 19 July 2015.

The Permanent Mission has duly reported to the Secretariat previous extensions of the state of emergency in the aforementioned places, the most recent communication being note No. 7-1-SG/45 of 5 August 2015.

During the state of emergency, the rights relating to liberty and security of person, inviolability of the home, freedom of assembly and freedom of movement within the territory, recognized in article 2, paragraphs 9, 11, 12 and 24 (f) of the Political Constitution of Peru and in articles 17, 12, 21 and 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights, respectively, are suspended in order to consolidate peace in the area and in the country as a whole.

The Permanent Mission of Peru to the United Nations takes this opportunity to convey to the Secretariat the renewed assurances of its highest consideration.

New York, 6 November 2015

Executive Branch
Office of the President of the Council of Ministers
Extension of the state of emergency in the Districts of Ramón Castilla and Yavari in the Province of
Mariscal Ramón Castilla, Department of Loreto
Supreme Decree No. 046-2015-PCM

The President of the Republic

Considering:

That article 44 of the Political Constitution of Peru provides that the primary duties of the State include guaranteeing the full enjoyment of fundamental rights, protecting the population from security threats and promoting the general welfare based on justice and the comprehensive and balanced development of the nation;

That the constitutional Government has an obligation to guarantee the right of citizens to order, public peace, the proper delivery of basic services and the normal supply of food and medicine;

That police anti-narcotics operations carried out by the National Police of Peru and its counterparts in Colombia and Brazil have shown that illicit drug trafficking has increased in the area where the borders of the three countries meet, primarily in the areas of Putumayo (Angusilla, Güeppi and El Estrecho) and the lower Amazon (Caballococha, Santa Rosa and the Yavari Valley), in the Province of Mariscal Ramón Castilla, Department of Loreto, where there have been attacks against law enforcement officers by criminal organizations operating in those areas, in many cases resulting in the deaths of members of the National Police of Peru;

That, according to information from the specialized units of the National Police of Peru, there has been an increase in the confiscation of drugs and chemical inputs and in the discovery of drug and cocaine processing laboratories in the areas referred to, owing to high concentrations of illegal coca crops in settlements located in these areas;

That, under Supreme Decree No. 015-2015-PCM, published in the Official Journal, El Peruano, on 20 March 2015, a state of emergency was declared in the districts of Ramón Castilla and Yavari, in the Province of Mariscal Ramón Castilla, Department of Loreto, for a period of sixty (60) calendar days;

That, under Supreme Decree No. 036-2015-PCM, the state of emergency in the above-mentioned areas was extended for a period of sixty (60) calendar days, with effect from 20 May 2015;

That, in report No. 039-2015-DIRNOP-REGPOL-LORETO/EM-UNIPLAD, the Chief of the Loreto Police Region recommended extending the state of emergency declared in the Districts of Ramón Castilla and Yavari, in the Province of Mariscal Ramón Castilla, Department of Loreto, in order to continue effectively addressing illicit drug trafficking and reduce the area under illegal coca cultivation, as well as to reduce the rate of crime related to illicit drug production, transport and sale, in order to achieve the goals outlined by the central Government relating to the consolidation of peace in those areas and in the country as a whole and developing alternative crops to replace the economy based on illegal coca leaf cultivation;

That combating illicit drug trafficking is State policy in Peru, as it represents a threat to security and has devastating social, economic, environmental and political impacts;

That article 137, paragraph 1, of the Political Constitution of Peru provides that the extension of a state of emergency requires a new decree;

In accordance with article 118, paragraphs 4 and 14, article 137, paragraph 1, of the Political Constitution of Peru, and article 4, paragraphs 2 (b) and 2 (d), of Act No. 29158, Organic Law of the Executive Branch; and

With the approval of the Council of Ministers and subject to notification of the Congress of the Republic;
Hereby decrees:

Article 1: Extension of the state of emergency

The state of emergency in the Districts of Ramón Castilla and Yavari, in the Province of Mariscal Ramón Castilla, Department of Loreto, is hereby extended for a period of sixty (60) calendar days, with effect from 19 July 2015. The National Police of Peru shall maintain public order with the support of the armed forces.

Article 2: Suspension of constitutional rights

During the extension of the state of emergency and in the locations referred to in the preceding article, the constitutional rights relating to liberty and security of person, inviolability of the home and freedom of assembly and of movement within the territory, recognized in article 2, paragraphs 9, 11, 12 and 24 (f), of the Political Constitution of Peru, shall be suspended.

Article 3: Endorsement

The present Supreme Decree shall be endorsed by the President of the Council of Ministers, the Minister of Defence, the Minister of the Interior and the Minister of Justice and Human Rights.

Done at Government House, Lima, on 15 July 2015.

Ollanta Humala Tasso
Constitutional President of the Republic

Pedro Cateriano Bellido
President of the Council of Ministers

Jakke Valakivi Álvarez
Minister of Defence

José Luis Pérez Guadalupe
Minister of the Interior

Gustavo Adrianzén Olaya
Minister of Justice and Human Rights

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Section des traités du Bureau des affaires juridiques (Secrétariat de l'Organisation) et, en application des dispositions de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a l'honneur de l'informer que le décret suprême n° 046-2015-PCM, publié le 16 juillet 2015 et dont le texte est joint à la présente, proroge, pour une durée de 60 jours commençant le 19 juillet 2015, l'état d'urgence déclaré dans les districts de Ramón Castilla et de Yavarí de la province de Mariscal Ramón Castilla (département de Loreto).

Il convient de rappeler que la Mission permanente a dûment informé le Secrétariat des précédentes prorogations de l'état d'urgence dans les lieux indiqués, la dernière communication en la matière résultant de la note 7-1-SG/45 du 5 août 2015.

Est suspendu, pendant la durée de l'état d'urgence et afin de consolider la pacification de la zone considérée et du pays, l'exercice des droits relatifs à la liberté et à la sécurité de la personne, à l'inviolabilité du domicile et à la liberté de réunion et de circulation sur le territoire, consacrés aux paragraphes 9, 11, 12 et 24 f) de l'article 2 de la Constitution politique du Pérou et aux articles 17, 12, 21 et 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat général de l'Organisation les assurances de sa très haute considération.

New York, le 6 novembre 2015

Prorogation de l'état d'urgence déclaré dans les districts de Ramón Castilla et de Yavari de la province de Mariscal Ramón Castilla (département de Loreto)

Décret suprême no 046-2015-PCM

Le Président de la République,

Considérant :

Que l'article 44 de la Constitution politique du Pérou dispose que l'État est tenu de garantir la pleine jouissance des droits fondamentaux, de protéger la population des risques menaçant sa sécurité et de veiller au bien-être général, fondé sur la justice et le développement intégral et équilibré de la nation;

Que le Gouvernement est tenu de garantir le droit qu'ont les citoyens de vivre dans l'ordre et la tranquillité publics, de bénéficier de services de base satisfaisants et d'un approvisionnement normal en vivres et en médicaments;

Que les opérations anti-drogue menées par les polices nationales du Pérou, de la Colombie et du Brésil révèlent une augmentation du trafic de stupéfiants dans les zones frontalières situées entre les trois pays, principalement dans le secteur de Putumayo (Angusilla, Güeppi et El Estrecho), ainsi que dans le Bajo Amazonas (Caballococha, Santa Rosa et Valle del Yavari), dans la province de Mariscal Ramón Castilla (département de Loreto), où les forces de l'ordre ont été attaquées par des organisations criminelles qui sévissent dans ces zones, attaques ayant souvent entraîné la mort de membres de la Police nationale péruvienne;

Que, dans les circonscriptions précitées, selon les informations des unités spécialisées de la Police nationale péruvienne, les saisies de drogue et d'intrants chimiques augmentent, de même que les découvertes de laboratoires fabriquant des drogues et de la cocaïne, tendance s'expliquant par la forte concentration de cultures illégales de coca dans les villages de ces zones;

Que, par décret suprême n° 015-2015-PCM publié dans le journal officiel *El Peruano* du 20 mars 2015, l'état d'urgence a été déclaré pour une durée de soixante (60) jours dans les districts de Ramón Castilla et de Yavari de la province de Mariscal Ramón Castilla (département de Loreto);

Que, par décret suprême n° 036-2015-PCM, l'état d'urgence a été prorogé pour une durée de soixante (60) jours commençant le 20 mai 2015 dans les districts précités;

Que, s'appuyant sur le rapport n° 039-2015-DIRNOP-REGPOL-LORETO/EM-UNIPLAD, le chef de la police de la région de Loreto recommande que l'état d'urgence déclaré dans les districts de Ramón Castilla et de Yavari de la province de Mariscal Ramón Castilla (département de Loreto) soit prorogé, afin de continuer à combattre efficacement le trafic de stupéfiants et à contenir la culture illégale de la coca, ainsi que les taux de criminalité liés au développement des activités de production, de transport et de commercialisation de drogues illicites, dans le but d'atteindre les objectifs que le Gouvernement central a fixés pour consolider la pacification de ces zones et du pays et pour favoriser les cultures de substitution et remplacer ainsi l'économie fondée sur la culture illégale de la feuille de coca;

Que la lutte contre le trafic de stupéfiants s'inscrit dans la politique de l'État péruvien, car ce trafic représente une menace pour la sécurité dans la mesure où il a des effets dévastateurs sur les plans social, économique, environnemental et politique;

Qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 137 de la Constitution politique du Pérou, l'état d'urgence se proroge par décret suprême;

Conformément aux dispositions énoncées aux paragraphes 4 et 14 de l'article 118 et au paragraphe 1 de l'article 137 de la Constitution politique du Pérou, et aux alinéas b) et d) du paragraphe 2 de l'article 4 de la loi n° 29158 (loi relative à l'organisation du pouvoir exécutif);

Après avis favorable du Conseil des ministres, le Congrès de la République devant en être informé;

Décète :

Article premier – Prorogation de l'état d'urgence

Est prorogé pour une durée de soixante (60) jours commençant le 19 juillet 2015 l'état d'urgence déclaré dans les districts de Ramón Castilla et de Yavari de la province de Mariscal Ramón Castilla (département de Loreto).

La Police nationale péruvienne maintiendra l'ordre public avec l'aide des forces armées.

Article 2 – Suspension de l'exercice des droits constitutionnels

Est suspendu, pendant la durée de l'état d'urgence prorogé à l'article premier et dans les circonscriptions y visées, l'exercice des droits constitutionnels relatifs à la liberté et à la sécurité de la personne, à l'inviolabilité du domicile et à la liberté de réunion et de circulation sur le territoire, garantis aux paragraphes 9, 11, 12 et 24 f) de l'article 2 de la Constitution politique du Pérou.

Article 3 – Contreséing

Le présent décret suprême est contresigné par le Président du Conseil des ministres, le Ministre de la défense, le Ministre de l'intérieur et le Ministre de la justice et des droits de l'homme.

Fait au Palais présidentiel, à Lima, le quinze juillet deux mil quinze.

Le Président de la République,
Ollanta Humala Tasso

Le Président du Conseil des ministres,
Pedro Cateriano Bellido

Le Ministre de la défense,
Jakke Valakivi Alvarez

Le Ministre de l'intérieur,
José Luis Pérez Guadalupe

Le Ministre de la justice et des droits de l'homme,
Gustavo Adrianzen Olaya

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 4 (3)

Peru

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 9 November 2015

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 9 November 2015

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4

Pérou

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 9 novembre 2015

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 9 novembre 2015

[TEXT IN SPANISH – TEXTE EN ESPAGNOL]

Misión Permanente del Perú
ante las Naciones Unidas

Permanent Mission of Peru to
the United Nations

7-1-SG/56

La Misión Permanente del Perú ante las Naciones Unidas presenta sus atentos saludos a la Secretaría General de las Naciones Unidas – Sección de Tratados de la Oficina de Asuntos Jurídicos, y en cumplimiento de lo dispuesto por el Artículo 4º del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos tiene a honra informar que, mediante Decreto Supremo N° 049-2015-PCM publicado el pasado 16 de julio, cuya copia se acompaña, se prorrogó por sesenta días, a partir del 25 de julio de 2015, el Estado de Emergencia declarado en el distrito de Echarate, ubicado en la provincia de La Convención del departamento del Cusco.

Cabe recordar que oportunamente esta Misión Permanente ha cumplido con informar a esa Secretaría General sobre prórrogas anteriores al Estado de Emergencia declarado en las localidades indicadas, siendo la última comunicada mediante Nota 7-1-SG/36 de fecha 7 de julio de 2015.

Durante el Estado de Emergencia quedan suspendidos los derechos relativos a la libertad y seguridad personales, la inviolabilidad de domicilio y la libertad de reunión y de tránsito en el territorio, contemplados en los incisos 9, 11, 12 y 24(f) del Artículo 2º de la Constitución Política del Perú, y en los Artículos 17º, 12º, 21º y 9º del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos, respectivamente, con el motivo de consolidar la pacificación de la zona y del país.

La Misión Permanente del Perú ante las Naciones Unidas aprovecha la oportunidad para renovar a la Secretaría General de las Naciones Unidas las seguridades de su más alta y distinguida consideración.

Nueva York, 6 de noviembre de 2015

Prorrogan Estado de Emergencia declarado en el distrito de Echarate, provincia de La Convención, departamento del Cusco

DECRETO SUPREMO
N° 049-2015-PCM

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA

CONSIDERANDO:

Que, mediante Decreto Supremo N° 041-2015-PCM publicado el 26 de mayo de 2015, se prorrogó por el término de sesenta (60) días calendario, a partir del 26 de mayo de 2015, el Estado de Emergencia en el distrito de Echarate, ubicado en la provincia de La Convención en el departamento del Cusco;

Que, estando por vencer el plazo de vigencia del Estado de Emergencia, referido en el considerando precedente, y de acuerdo con lo manifestado por el Jefe del Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas mediante el Oficio N° 452 JCCFFAA/SG de fecha 01 de julio de 2015, aún subsisten las condiciones que determinaron la declaratoria del Estado de Emergencia en la provincia y distrito indicado; por lo que es necesario prorrogar el mismo, a fin que la presencia de las Fuerzas Armadas, con su acertado accionar, permita que la población se identifique con los fines u objetivos que busca el Gobierno Nacional, esto es, la consolidación de la pacificación de la zona y del país;

Que, el numeral 1) del artículo 137° de la Constitución Política del Perú, establece que la prórroga del Estado de Emergencia requiere de un nuevo Decreto Supremo; así como que en Estado de Emergencia las Fuerzas Armadas asumen el control del orden interno si así lo dispone el Presidente de la República;

Que, mediante Decreto Legislativo N° 1095, se estableció el marco legal que regula los principios, formas, condiciones y límites para el empleo y uso de la fuerza por parte de las Fuerzas Armadas en zonas declaradas en Estado de Emergencia, en cumplimiento de su función constitucional, mediante el empleo de su potencialidad y capacidad coercitiva para la protección de la sociedad, en defensa del Estado de Derecho y a fin de asegurar la paz y el orden interno en el territorio nacional;

Que, el numeral 4.14 del artículo 4° del Decreto Legislativo N° 1136, Decreto Legislativo del Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas, dispone que el Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas tiene entre sus funciones, asumir el Comando Único de las Fuerzas Armadas y Policía Nacional, cuando el Presidente de la República declare el estado de emergencia con el control del orden interno a cargo de las Fuerzas Armadas;

Que, el artículo 1° del Decreto Supremo N° 004-2013-DE de fecha 21 de junio de 2013, precisa los alcances de Comando en acciones u operaciones militares en zonas declaradas en Estado de Emergencia, en los casos en que las Fuerzas Armadas asumen el control del orden interno, disponiendo que la planificación, organización, dirección y conducción de las acciones u operaciones militares serán ejecutadas bajo un Comando Unificado, a cargo del respectivo Comando Operacional de las Fuerzas Armadas, al cual se integrará la Policía Nacional, de acuerdo a las disposiciones y directivas que emita el Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas;

De conformidad con lo establecido en los numerales 4) y 14) del artículo 118° de la Constitución Política del Perú; y,

Con el voto aprobatorio del Consejo de Ministros y con cargo a dar cuenta al Congreso de la República.

DECRETA:

Artículo 1°.- Prórroga de Estado de Emergencia

Prorrogar por el término de sesenta (60) días calendario, a partir del 25 de julio de 2015, el Estado de Emergencia en el distrito de Echarate, ubicado en la provincia de La Convención, del departamento del Cusco.

Artículo 2°.- Suspensión del ejercicio de Derechos Constitucionales

Durante el Estado de Emergencia a que se refiere el artículo anterior y en las circunscripciones señaladas en el mismo, quedan suspendidos los derechos constitucionales relativos a la libertad y seguridad personales, la inviolabilidad de domicilio y la libertad de reunión y de tránsito en el territorio, comprendidos en los incisos 9), 11), 12) y 24), apartado f) del artículo 2° de la Constitución Política del Perú.

Artículo 3°.- Control del Orden Interno

Disponer que las Fuerzas Armadas asuman el control del Orden Interno en tanto dure el Estado de Emergencia declarado en el artículo 1° del presente Decreto Supremo.

La Policía Nacional del Perú contribuirá al logro de dicho objetivo en el departamento, provincia y distrito declarado en Estado de Emergencia.

Artículo 4°.- De la Intervención

La intervención de las Fuerzas Armadas se efectuará conforme a lo dispuesto en el Decreto Legislativo N° 1095, que establece las reglas de empleo y uso de la fuerza por parte de las Fuerzas Armadas en el territorio nacional.

Artículo 5°.- Comando Unificado

Disponer que el Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas asuma el Comando Unificado de las Fuerzas Armadas y Policía Nacional, en el departamento, provincia y distrito indicado en el artículo 1° del presente Decreto Supremo, conforme a lo dispuesto en el Decreto Legislativo N° 1136, Decreto Legislativo del Comando Conjunto de las Fuerzas Armadas, así como en el Decreto Supremo N° 004-2013-DE, que precisa los alcances de Comando en acciones y operaciones militares en zonas declaradas en Estado de Emergencia, en los casos en que las Fuerzas Armadas asumen el control del orden interno.

Artículo 6°.- Refrendo

El presente Decreto Supremo será refrendado por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Defensa, el Ministro del Interior y el Ministro de Justicia y Derechos Humanos.

Dado en la Casa de Gobierno, en Lima, a los quince días del mes de julio del año dos mil quince.

OLLANTA HUMALA TASSO
Presidente de la República

PEDRO CATERIANO BELLIDO
Presidente del Consejo de Ministros

JAKKE VALAKIVI ÁLVAREZ
Ministro de Defensa

JOSÉ LUIS PÉREZ GUADALUPE
Ministro del Interior

GUSTAVO ADRIANZÉN OLAYA
Ministro de Justicia y Derechos Humanos

[TRANSLATION – TRADUCTION]

The Permanent Mission of Peru to the United Nations presents its compliments to the Treaty Section of the Office of Legal Affairs, United Nations Secretariat, and, in accordance with article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights, has the honour to inform it that, by Supreme Decree No. 049-2015-PCM, issued on 16 July 2015 (copy attached), the state of emergency declared in the District of Echarate in the Province of La Convención, Department of Cusco, was extended for 60 days, with effect from 25 July 2015.

The Permanent Mission has duly reported to the Secretariat previous extensions of the state of emergency in the aforementioned places, the most recent communication being note No. 7-1-SG/36 of 7 July 2015.

During the state of emergency, the rights relating to liberty and security of person, inviolability of the home, freedom of assembly and freedom of movement within the territory, recognized in article 2, paragraphs 9, 11, 12 and 24 (f) of the Political Constitution of Peru and in articles 17, 12, 21 and 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights, respectively, are suspended in order to consolidate peace in the area and in the country as a whole.

The Permanent Mission of Peru to the United Nations takes this opportunity to convey to the Secretariat the renewed assurances of its highest consideration.

New York, 6 November 2015

Extension of the state of emergency in the District of Echarate in the Province of La Convención,
Department of Cusco
Supreme Decree No. 049-2015-PCM

The President of the Republic

Considering:

That, by Supreme Decree No. 041-2015-PCM, issued on 26 May 2015, the state of emergency in the District of Echarate in the Province of La Convención, Department of Cusco, was extended for a period of sixty (60) calendar days, with effect from 26 May 2015;

That, while the state of emergency referred to in the preceding paragraph is about to expire and the Chief of the Joint Command of the Armed Forces has reported, in note No. 452 JCCFFAA/SG of 1 July 2015, that the circumstances that gave rise to the declaration of a state of emergency in the above-mentioned province and district still prevail, it is therefore necessary to extend the state of emergency, in order to enable the population, through the presence and appropriate action of the armed forces, to identify with the ends or objectives sought by the national Government, namely the consolidation of peace in the area and in the country as a whole;

That article 137, paragraph 1, of the Political Constitution of Peru provides that the extension of a state of emergency requires a new decree and that, if the President of the Republic so orders, the armed forces shall maintain public order during a state of emergency;

That Legislative Decree No. 1095 established the legal framework governing the principles, forms, conditions and limits concerning the use of force by the armed forces when discharging their constitutional duties by using their powers and enforcement capabilities to protect society, defend the rule of law and maintain peace and public order within the national territory in areas in which a state of emergency has been declared;

That article 4, paragraph 4.14, of Legislative Decree No. 1136, the Legislative Decree of the Joint Command of the Armed Forces, provides that the Joint Command of the Armed Forces shall, among other functions, assume the Unified Command of the Armed Forces and the National Police when the President of the Republic declares a state of emergency and places the armed forces in charge of maintaining public order;

That article 1 of Supreme Decree No. 004-2013-DE of 21 June 2013 stipulates the scope of the Command in respect of military actions or operations in areas in which a state of emergency has been declared, in cases where the armed forces are responsible for maintaining public order, and provides that the planning, organization, leadership and conduct of military actions or operations shall be carried out under a Unified Command, led by the respective Operational Command of the Armed Forces, which shall incorporate the National Police, in accordance with the provisions and orders issued by the Joint Command of the Armed Forces;

In accordance with article 118, paragraphs 4 and 14, of the Political Constitution of Peru; and

With the approval of the Council of Ministers and subject to notification of the Congress of the Republic;

Hereby decrees:

Article 1: Extension of the state of emergency

The state of emergency in the District of Echarate, in the Province of La Convención, Department of Cusco, is hereby extended for a period of sixty (60) calendar days, with effect from 25 July 2015.

Article 2: Suspension of constitutional rights

During the state of emergency and in the locations referred to in the preceding article, the constitutional rights relating to liberty and security of person, inviolability of the home and freedom of assembly and of movement within the territory, recognized in article 2, paragraphs 9, 11, 12 and 24 (f) of the Political Constitution of Peru, shall be suspended.

Article 3: Maintenance of public order

The armed forces shall be responsible for maintaining public order during the state of emergency declared in article 1 hereof.

The National Police of Peru shall contribute to the achievement of that objective in the department, province and district in which a state of emergency has been declared.

Article 4: Parameters of action

The armed forces shall act in accordance with Legislative Decree No. 1095, which regulates the use of force by the armed forces in the national territory.

Article 5: Unified Command

The Joint Command of the Armed Forces shall assume the Unified Command of the Armed Forces and the National Police in the department, province and district referred to in article 1 hereof, in accordance with Legislative Decree No. 1136, the Legislative Decree of the Joint Command of the Armed Forces, and Supreme Decree No. 004-2013-DE, which stipulates the scope of the Command in respect of military actions or operations in areas in which a state of emergency has been declared, in cases where the armed forces are responsible for maintaining public order.

Article 6: Endorsement

The present Supreme Decree shall be endorsed by the President of the Council of Ministers, the Minister of Defence, the Minister of the Interior and the Minister of Justice and Human Rights.

Done at Government House, Lima, on 15 July 2015.

Ollanta Humala Tasso
Constitutional President of the Republic

Pedro Cateriano Bellido
President of the Council of Ministers

Jakke Valakivi Álvarez
Minister of Defence

José Luis Pérez Guadalupe
Minister of the Interior

Gustavo Adrianzén Olaya
Minister of Justice and Human Rights

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Section des traités du Bureau des affaires juridiques (Secrétariat de l'Organisation) et, en application des dispositions de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a l'honneur de l'informer que le décret suprême n° 049-2015-PCM, publié le 16 juillet dernier, et dont le texte est joint à la présente, proroge, pour une durée de 60 jours commençant le 25 juillet 2015, l'état d'urgence déclaré dans le district d'Echarate, situé dans la province de La Convención (département de Cusco).

Il convient de rappeler que la Mission permanente a dûment informé le Secrétariat des précédentes prorogations de l'état d'urgence dans les lieux indiqués, la dernière communication en la matière résultant de la note 7-1-SG/36 du 7 juillet 2015.

Est suspendu, pendant la durée de l'état d'urgence et afin de consolider la pacification de la zone considérée et du pays, l'exercice des droits relatifs à la liberté et à la sécurité de la personne, à l'inviolabilité du domicile et à la liberté de réunion et de circulation sur le territoire, consacrés aux paragraphes 9, 11, 12 et 24 f) de l'article 2 de la Constitution politique du Pérou et aux articles 17, 12, 21 et 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat général de l'Organisation les assurances de sa très haute considération.

New York, le 6 novembre 2015

Prorogation de l'état d'urgence déclaré dans le district d'Echarate, de la province de La Convención (département de Cusco)
Décret suprême n° 049-2015-PCM

Le Président de la République

Considérant :

Que, par décret suprême n° 041-2015-PCM du 26 mai 2015, l'état d'urgence a été prorogé pour une durée de soixante (60) jours calendaires commençant le 26 mai 2015 dans le district d'Echarate, situé dans la province de La Convención (département de Cusco);

Qu'alors que le délai d'application de l'état d'urgence mentionné à l'alinéa précédent vient à expiration, que, selon la communication n° 452 JCCFFAA/SG du chef de l'état-major interarmées, en date du 1^{er} juillet 2015, les circonstances ayant dicté la proclamation de l'état d'urgence dans les provinces et districts précités persistent, et qu'il y a donc lieu de le proroger afin de permettre aux forces armées péruviennes de faire le nécessaire pour favoriser l'adhésion de la population aux buts et objectifs recherchés par le Gouvernement central, à savoir la consolidation de la paix dans la zone considérée et dans le pays;

Qu'aux termes du paragraphe I de l'article 137 de la Constitution politique du Pérou, l'état d'urgence se proroge par décret suprême, les forces armées devant pourvoir au maintien de l'ordre public pendant la durée de l'état d'urgence si le Président de la République en décide ainsi;

Que le décret législatif n° 1095 définit les principes, formes, conditions et limites de l'emploi de la force par les forces armées dans les zones sous régime d'état d'urgence, la force coercitive devant être mise au service de l'exécution de leur mission constitutionnelle de protection de la société, de sauvegarde de l'état de droit et de maintien de la paix et de l'ordre public sur le territoire national;

Qu'aux termes du paragraphe 4.14 de l'article 4 du décret législatif n° 1136, l'état-major interarmées est chargé, entre autres fonctions, d'assurer le commandement unifié des forces armées et de la police nationale lorsque le Président de la République décrète l'état d'urgence et confie la mission de maintien de l'ordre public aux forces armées;

Qu'il résulte de l'article premier du décret suprême n° 004-2013-DE, en date du 21 juin 2013, sur le commandement des actions et opérations militaires dans les zones sous régime d'état d'urgence, que lorsque la mission de maintien de l'ordre public est confiée aux forces armées, la planification, l'organisation, la direction et la conduite desdites actions et opérations relève d'un commandement unifié, confié à l'état-major opérationnel des forces armées compétent, auquel sera intégré la police nationale, agissant sous les ordres de l'état-major interarmées;

Conformément aux dispositions énoncées aux paragraphes 4 et 14 de l'article 118 de la Constitution politique du Pérou; et

Après avis favorable du Conseil des ministres, le Congrès de la République devant en être informé;

Décète :

Article premier – Prorogation de l'état d'urgence

Est prorogé pour une durée de soixante (60) jours calendaires commençant le 25 juillet 2015 l'état d'urgence déclaré dans le district d'Echarate, situé dans la province de La Convención (département de Cusco).

Article 2 – Suspension de l'exercice des droits constitutionnels

Est suspendu, pendant l'état d'urgence prorogé à l'article premier et dans les circonscriptions y visées, l'exercice des droits constitutionnels relatifs à la liberté et à la sécurité de la personne, à l'inviolabilité du domicile et à la liberté de réunion et de circulation sur le territoire, garantis aux paragraphes 9, 11, 12 et 24 f) de l'article 2 de la Constitution politique du Pérou.

Article 3 – Maintien de l'ordre public

Les forces armées assurent, avec le concours de la police nationale, le maintien de l'ordre public dans le département, la province et le district visés pendant la durée de l'état d'urgence prorogé à l'article premier.

Article 4 – De l'intervention

L'intervention des forces armées obéit aux conditions prévues par le décret législatif n° 1095 portant réglementation de l'emploi de la force par les forces armées sur le territoire national.

Article 5 – Commandement unifié

L'état-major interarmées assure le commandement unifié des forces armées et de la police nationale dans le département, la province et le district visés à l'article premier, conformément aux dispositions du décret législatif n° 1136 portant commandement unifié des forces armées et du décret suprême n° 004-2013-DE portant commandement des actions et opérations militaires dans les zones sous régime d'état d'urgence lorsque la mission de maintien de l'ordre public est confiée aux forces armées.

Article 6 – Contresigné

Le présent décret suprême est contresigné par le Président du Conseil des ministres, le Ministre de la défense, le Ministre de l'intérieur et le Ministre de la justice et des droits de l'homme.

Fait au Palais présidentiel, à Lima, le quinze juillet deux mil quinze.

Le Président de la République
Ollanta Humala Tasso

Le Président du Conseil des ministres
Pedro Cateriano Bellido

Le Ministre de la défense
Jakke Valakivi Alvarez

Le Ministre de l'intérieur
José Luis Pérez Guadalupe

Le Ministre de la justice et des droits de l'homme
Gustavo Adrianzén Olaya

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 4 (3)

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE
L'ARTICLE 4

Sri Lanka

*Notification deposited with the Secretary-
General of the United Nations:
23 November 2015*

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 23 November 2015

Sri Lanka

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 23 novembre 2015

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 23 novembre 2015

[TEXT IN ENGLISH – TEXTE EN ANGLAIS]

“19 November 2015

Excellency,

I have the honour to refer to previous notifications submitted by the Government of Sri Lanka under Article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) to the Secretary-General of the United Nations, as the Depository of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) made on 09th June 2010 and 30th May 2000 respectively and have the further honour to inform Your Excellency, of the following Communication of the Government of Sri Lanka:

“The Government of Sri Lanka is pleased to notify His Excellency the Secretary General that the Emergency Regulations that have been promulgated under the Public Security Ordinance have been allowed to lapse since August 2011. The Emergency Regulations were promulgated in August 2005 by means of a Presidential Proclamation pursuant to Section 05 of the Public Security Ordinance. Due to the conflict situation which then prevailed in the country, the Regulations were amended from time to time and were allowed to continue in force. In view of the end of the conflict in 2009 and in keeping with Sri Lanka’s commitments towards protection and promotion of human rights, the emergency regulations have been allowed to lapse since August 2011.

The Government of Sri Lanka therefore wishes to notify the Secretary-General of the termination of all derogations previously notified under the ICCPR, pursuant to the lapse of the Emergency Regulations in August 2011.”

This communication is being made pursuant to Sri Lanka’s obligations under Article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights, which stipulate the obligations of the State Parties to notify the derogation as well as the termination of such derogations.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

(Signed) A. Rohan Perera
Ambassador and Permanent Representative”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le 19 novembre 2015

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de me référer aux notifications en date du 9 juin 2010 et du 30 mai 2000 que le Gouvernement sri-lankais vous a adressées en application de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en votre qualité de dépositaire du Pacte, et de vous faire part de la communication suivante émanant du Gouvernement sri-lankais :

« Le Gouvernement sri-lankais a le plaisir d'informer le Secrétaire général que les décrets d'exception promulgués en vertu de l'Ordonnance relative à la sécurité publique sont caducs depuis août 2011. Ils avaient été promulgués en août 2005 par proclamation présidentielle en application de la section 5 de l'Ordonnance relative à la sécurité publique. En raison de la situation de conflit dans laquelle se trouvait alors le pays, ils avaient été modifiés de temps à autre et étaient restés en vigueur. Avec la fin du conflit en 2009 et conformément aux engagements contractés par le Sri Lanka en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme, les décrets d'exception ont expiré en août 2011.

Par conséquent, le Gouvernement sri-lankais souhaite faire savoir au Secrétaire général que toutes les dérogations au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ont pris fin avec l'expiration des décrets d'exception en août 2011. »

La présente communication est faite en application des obligations prévues à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui dispose que les États parties doivent signaler les dispositions auxquelles ils ont dérogé et la date à laquelle ils ont mis fin à ces dérogations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) A. Rohan Perera

NOTIFICATION UNDER ARTICLE 4 (3)

Ukraine

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 27 November 2015

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 27 November 2015

NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4

Ukraine

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 27 novembre 2015

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 27 novembre 2015

[TEXT IN ENGLISH – TEXTE EN ANGLAIS]

“The Permanent Mission of Ukraine to the United Nations presents its compliments to the Secretary-General of the United Nations and, with the reference to its Note Verbale No. 4132/28-194/501-803 of 5 June 2015, has the honor to inform that Ukraine exercises the right of derogation from its obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights and the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms with regard to the territory of certain areas of the Donetsk and Luhansk regions of Ukraine, that are under control/partial control of the Government of Ukraine.

The list of localities in the Donetsk and Luhansk regions that are under control/partial control of the Government of Ukraine as of October 1, 2015 is attached hereto.

The Permanent Mission of Ukraine to the United Nations wishes to emphasize that the Russian Federation has committed an act of aggression against Ukraine and is actually occupying and exercising effective control over certain areas of the Donetsk and Luhansk regions of Ukraine. Therefore, the Russian Federation as an aggressor country is fully responsible for the respect and protection of human rights in these territories under international humanitarian law and international human rights law.

The Permanent Mission of Ukraine will be further providing, on a regular basis, this list as of certain period of time.

As to whether the areas mentioned in this Note Verbale are under partial control of Ukraine or effective control and jurisdiction of Ukraine or the Russian Federation (as an aggressor country), the Permanent Mission of Ukraine wishes to emphasize that a very careful approach should be adopted for the establishment of such facts. Any jurisdictional organs should therefore take into account particular circumstances of each case at a given moment of time.

The Permanent Mission of Ukraine to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Secretary-General of the United Nations the assurances of its highest consideration.

Enclosure: as stated, on 2 pages.

24 November 2015”

List of localities in Donetsk and Luhansk oblasts under control/partially controlled by the Government of Ukraine

(as of October 1, 2015)

Donetsk oblast

District

1. Artemivskyi
 2. Velykonovosilkivskyi
 3. Volodarskyi
 4. Dobropilskyi
 5. Krasnoarmiytskyi
 6. Krasnolymanskyi
 7. Oleksandrivskyi
 8. Pershotravnevyi
 9. Slovyanskyi
- Under control of Ukrainian authorities
-

District

1. Volnovakhskyi
 2. Konstantynivskyi
 3. Maryinskyi
 4. Telmanivskyi
 5. Yasynuvatskyi
- Partially controlled by Ukrainian authorities
-

Cities of regional subordination

1. Avdiivka
 2. Artemivsk
 3. Vuhledar
 4. Dzerzhynsk
 5. Dymytrov
 6. Dobropillya
 7. Druzhkivka
 8. Kramatorsk
 9. Krasny Lyman
 10. Krasnoarmiysk
 11. Konstantynivka
 12. Mariupol
 13. Novogrodivka
 14. Selidove
 15. Slovyansk
- Under control of Ukrainian authorities
-

Luhansk oblast

District

1. Bilovodskyi
 2. Bilokurakynskyi
 3. Kreminskyi
 4. Markivskyi
 5. Milovskyi
 6. Novoaidarskyi
 7. Novopskovskyi
 8. Svativskyi
 9. Starobilskyi
 10. Troyitskyi
- Under control of Ukrainian authorities
-

District

1. Popasnyanskyi
 2. Stanychno-Luhanskyi
- Partially controlled by Ukrainian authorities
-

Centres of regional subordination

1. Lysychansk
 2. Rubizhne
 3. Severodonetsk
- Under control of Ukrainian authorities
-

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à sa note verbale no 4132/28-194/501-803 du 5 juin 2015, a l'honneur de lui faire savoir que l'Ukraine fait usage de son droit de dérogation aux obligations imposées par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant le territoire de certaines zones des régions de Donetsk et de Louhansk qui sont pleinement ou partiellement contrôlées par le Gouvernement ukrainien.

La liste des localités des régions de Donetsk et de Louhansk qui sont pleinement ou partiellement contrôlées par le Gouvernement ukrainien au 1er octobre 2015 figure en annexe.

La Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies tient à souligner que la Fédération de Russie a commis un acte d'agression contre l'Ukraine et qu'elle occupe et contrôle effectivement certaines zones des régions ukrainiennes de Donetsk et de Louhansk. La Fédération de Russie, pays agresseur, a donc l'entière responsabilité d'assurer le respect et la protection des droits de l'homme sur ces territoires, conformément au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme.

La Mission permanente de l'Ukraine mettra régulièrement à jour la liste figurant en annexe.

La Mission permanente de l'Ukraine tient à souligner qu'une grande prudence est de mise pour ce qui est de déterminer si l'Ukraine contrôle partiellement les zones mentionnées dans la présente note verbale ou si, dans les faits, ces zones sont sous le contrôle, ou relèvent de la juridiction, de l'Ukraine ou de la Fédération de Russie (pays agresseur). Les organes juridictionnels devront donc tenir compte de la situation particulière de chaque zone à tel ou tel moment.

La Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Secrétaire général de l'Organisation les assurances de sa très haute considération.

Pièce jointe : liste de 2 pages

24 November 2015

Liste des localités des régions de Donetsk et de Louhansk pleinement ou partiellement contrôlées par le Gouvernement ukrainien

(au 1^{er} octobre 2015)

Région de Donetsk

Districts

1. Artemivskiy
 2. Velykonovosilkivskiy
 3. Volodarskiy
 4. Dobropilskiy
 5. Krasnoarmiyskiy
 6. Krasnolymanskiy
 7. Oleksandrivskiy
 8. Pershotravnevy
 9. Slovyansky
- Sous le contrôle des autorités ukrainiennes
-

1. Volnovakhskiy
 2. Konstyantynivskiy
 3. Maryinskiy
 4. Telmanivskiy
 5. Yasynuvatskiy
- Sous le contrôle partiel des autorités ukrainiennes
-

Centres administratifs de district

1. Avdiivka
 2. Artemivsk
 3. Vugledar
 4. Dzerzhynsk
 5. Dymytrov
 6. Dobropillya
 7. Druzhkivka
 8. Kramatorsk
 9. Krasny Lyman
 10. Krasnoarmiysk
 11. Konstyantynivka
 12. Mariupol
 13. Novogrodivka
 14. Selidove
 15. Slovyansk
- Sous le contrôle des autorités ukrainiennes
-

Région de Louhansk

Districts

1. Bilovodskiyi
 2. Bilokurakynskiyi
 3. Kreminskyyi
 4. Markivskyyi
 5. Milovskyyi
 6. Novoaidarskyyi
 7. Novopskovskyyi
 8. Svativskyyi
 9. Starobilskyyi
 10. Troyitskyyi
-

Sous le contrôle des autorités
ukrainiennes

Districts

1. Popasnyanskyyi
 2. Stanychno-Luhanskyyi
-

Sous le contrôle partiel des autorités
ukrainiennes

Centres administratifs de district

1. Lysychansk
 2. Rubizhne
 3. Severodonetsk
-

Sous le contrôle des autorités
ukrainiennes